

CERTIFICAT EN GESTION DE DOCUMENTATION ET DE BIBLIOTHÈQUE 2006-2007

Regards croisés sur les bibliothèques jurassiennes

Propositions pour un espace des savoirs partagés

Elisabeth Fornerod
Aline Rais Hugi
Géraldine Rérat-Ouvray
(Delémont et Coeuve)

Septembre 2007

TRAVAIL FINAL DE CERTIFICAT

Déposé auprès de

M^{me} Regula Feitknecht, Bibliothèque cantonale et universitaire, Fribourg,
responsable scientifique du module « Gestion de l'information et de la communication »

M. Jacques Cordonier, Médiathèque Valais, Sion,
personne de référence pour le suivi pédagogique du travail

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	3
1 INTRODUCTION	4
Remerciements	5
2 CONTEXTE	6
2.1 Contexte historique.....	6
2.1.1 Rapport Stadelmann.....	6
2.1.2 Rapport Hayoz.....	7
2.1.3 Rapport von Siebenthal	7
2.2 Cadre législatif	8
2.3 Commission de coordination des bibliothèques.....	9
2.4 Association jurassienne de bibliothécaires	10
3 ENTRETIENS	11
3.1 Méthodologie	11
3.2 Analyse des entretiens.....	11
3.2.1 Politique générale.....	11
3.2.2 Accès à l'information et services à l'utilisateur.....	13
3.2.3 Promotion de la lecture et action culturelle	15
3.2.4 Formation	16
3.2.5 Bibliothèque et école	16
4 MISE EN PERSPECTIVE	17
4.1 Remarques	17
4.2 Synthèses.....	17
4.2.1 Politique générale.....	18
4.2.2 Accès à l'information et services à l'utilisateur.....	19
4.2.3 Promotion de la lecture et action culturelle	22
4.2.4 Formation et échanges professionnels.....	23
4.2.5 Bibliothèque et école	24
4.3 Tableaux récapitulatifs.....	25
4.3.1 Forces et faiblesses.....	25
4.3.2 Opportunités et risques.....	26

5	PROPOSITIONS.....	27
5.1	Objectifs généraux.....	27
5.2	Liste des propositions	28
5.3	Catalogue des propositions	29
5.3.1	Accueil de stagiaires et d'apprenants	29
5.3.2	Alliance interjurassienne.....	30
5.3.3	BibliOpass jurassien	31
5.3.4	Cahier des charges du bibliothécaire cantonal	32
5.3.5	Campagne de sensibilisation.....	33
5.3.6	Dépouillement des revues scientifiques.....	34
5.3.7	Formation à l'usage des professionnels	35
5.3.8	Gratuité du prêt des documents pour tous.....	36
5.3.9	Gratuité du prêt des documents pour tous les enfants	37
5.3.10	Guichet virtuel du savoir jurassien.....	38
5.3.11	Intégration des bibliothèques jurassiennes dans RERO.....	39
5.3.12	Journée des bibliothèques et des bibliothécaires	41
5.3.13	Mise à jour des textes législatifs	42
5.3.14	Personne ressource pour la promotion du livre et de la lecture	43
5.3.15	Plan d'action pour les bibliothèques scolaires	44
5.3.16	Plan directeur des bibliothèques jurassiennes.....	45
5.3.17	Plate-forme <i>Bibliothèques animations</i> sur le site Juralecture	46
5.3.18	Prêt entre bibliothèques jurassiennes.....	47
6	MISE EN ŒUVRE.....	48
7	CONCLUSION	49
8	BIBLIOGRAPHIE	51
	ANNEXES.....	53
	Annexe 1. Liste des trente-six personnes rencontrées lors des entretiens.....	53
	Annexe 2. Grille d'analyse pour le dépouillement des entretiens	54
	Annexe 3. Typologie des bibliothèques du canton du Jura : état 2006.....	55
	Annexe 4. Eléments d'un cahier des charges du bibliothécaire cantonal	56
	Annexe 5. Calcul des coûts de cotisation à RERO et au RBNJ.....	57
	Annexe 6. Conditions pour entrer dans le réseau BibliOpass	58
	Annexe 7. Pistes pour un plan d'action des bibliothèques scolaires.....	59
	Annexe 8. Feuille de route pour la mise en œuvre des projets.....	60
	Annexe 9. Liste des abréviations.....	61

*Par définition la coopération entre bibliothèques est un lieu commun.
On en parle beaucoup. On en parle beaucoup, pour dire qu'on en fait peu.*

Aucune bibliothèque n'est autosuffisante.

La durabilité n'est possible qu'à travers la collaboration.
Dominique Lahary¹

RÉSUMÉ

Ce travail présente un catalogue de propositions de collaboration ou d'amélioration de collaboration entre les bibliothèques à l'intention de la Commission de coordination des bibliothèques du canton du Jura. Il résulte de l'analyse de rapports préexistants et d'entretiens avec des acteurs actuels du monde des bibliothèques, des écoles et de la culture.

Il propose à la Commission de coordination des bibliothèques un instrument de travail qui lui permettra d'initier des collaborations entre institutions, de renforcer les liens entre les acteurs et d'améliorer l'offre faite aux utilisateurs.

Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

¹ Bibliothécaire, directeur de la Bibliothèque départementale du Val-d'Oise.

1 INTRODUCTION

La plupart des bibliothèques jurassiennes, ainsi que les services qui y sont liés, se sont développés lors de la création du nouveau canton ; quatre d'entre elles ont vu le jour entre 1973 et 1983. Aujourd'hui, elles sont très présentes et bien reconnues au sein de la population jurassienne. Notre regard sur leur fonctionnement s'est modifié au cours des années par l'expérience professionnelle. Il s'est affiné ces derniers mois, grâce aux enseignements reçus lors de la *Formation continue en gestion de documentation et de bibliothèque*, à Fribourg. Il s'est aiguisé ces dernières semaines, à travers nos discussions, nos échanges de points de vue, nos « prises de tête » à trois et nos entretiens, qui ont abouti à la réalisation de ce travail.

Nous sommes de plus en plus convaincues que l'avenir des bibliothèques passe par une meilleure organisation du travail en réseau, qu'il soit humain ou informatique. En effet, il est évident qu'il n'est actuellement plus possible d'agir isolément. Pour le confort de l'utilisateur avant tout, le livre et le lecteur doivent pouvoir circuler dans toutes les bibliothèques jurassiennes et bien au-delà. Cette réflexion entraîne des changements plus ou moins importants, qu'il nous paraît opportun d'engager dans un délai relativement court. Dans ce sens, notre projet « réalisable tout de suite » consiste à établir un catalogue de propositions concrètes, ayant pour but de créer des synergies entre les différents acteurs du livre et d'optimiser la collaboration entre les institutions jurassiennes, tout en conservant à chacune sa spécificité. Ce travail est d'abord destiné à la Commission de coordination des bibliothèques, qui regroupe des personnalités influentes dans la sphère bibliothéconomique du canton. Nous espérons qu'elles y trouveront les clés nécessaires à la réalisation de nos propositions, afin d'améliorer les services à l'utilisateur et de favoriser la promotion de la lecture.

Le 15 mai 2002, lors de la présentation du rapport de Madame Claude von Siebenthal sur les bibliothèques jurassiennes, Madame Anita Rion, alors ministre du Département de l'éducation de la République et Canton du Jura, déclarait à la presse : « *L'ordonnance de 1987 se trouve aujourd'hui frappée d'obsolescence, dans son esprit comme dans sa lettre. Il convient dès lors d'en entreprendre la révision, voire même de lui substituer un texte de loi qui soit adapté aux conditions et aux besoins d'une époque en mutation permanente (...). Il s'agit en somme de doter le pays d'une charte nouvelle pour les bibliothèques, en tenant compte de l'ensemble des implications sociologiques, techniques et financières qui en régissent l'existence et les activités* ». Ce texte a été le déclencheur principal de notre travail. Nous nous sommes senties concernées par ces propos annonciateurs d'un renouveau bénéfique et nous avons voulu pousser plus loin nos recherches.

Nous avons donc épluché les textes législatifs et les rapports existants sur le plan cantonal. Ces lectures nous ont aidées à fixer un cadre à notre réflexion et à mieux saisir le contexte actuel. Elles nous ont aussi permis de prendre conscience de ce qui a déjà été réalisé et de ce qu'il reste à faire. Parallèlement, nous avons jugé indispensable de mener nos investigations sur le terrain. Afin de mieux définir les préoccupations et les attentes des décideurs, des professionnels et des utilisateurs des bibliothèques, nous avons mené, auprès d'eux, une trentaine d'entretiens, durant tout le mois de juin 2007. Les champs d'investigation relèvent donc principalement de ces échanges d'informations et de ces confrontations d'idées. Dans les limites de notre

projet, nous avons essentiellement concentré notre collecte sur le territoire jurassien. Par contre, nous avons toujours été attentives à ce que nos questions puissent avoir un rayonnement interjurassien ou un lien avec l'espace BEJUNE (cantons de Berne francophone, du Jura et de Neuchâtel). Ainsi, plusieurs de nos propositions vont dans le sens d'une collaboration avec d'autres cantons et d'autres institutions, mais aussi d'autres partenaires extérieurs.

Dans les années 1970, dans l'effervescence et l'enthousiasme de la mise en route de grands projets, les bibliothèques jurassiennes n'ont pas toujours pu bénéficier de toute l'infrastructure nécessaire à leur développement optimal. L'accouchement s'est parfois fait dans l'urgence, sans possibilité de prise de recul, de réflexion globale et de politique générale. Trente ans plus tard, l'analyse critique est plus aisée. Nous observons aussi que le moment est bien choisi, puisque nous sommes en pleine période de mutation, à savoir : l'évolution des besoins des utilisateurs et des bibliothèques, le développement des nouvelles technologies, des restructurations au sein de différents services, des départs à la retraite, etc. Il nous paraît essentiel d'anticiper les changements annoncés, prévisibles, voire inattendus, par une réflexion collective. Idéalement, nous espérons que la Commission de coordination des bibliothèques valide nos propositions et se donne les moyens de les développer. Une fois en place, les nouvelles mesures contribueraient à simplifier la gestion des bibliothèques jurassiennes dans une politique globale et garantiraient leur développement futur, par une répartition des coûts et un partage des compétences, en tenant compte des moyens mis à disposition.

Remerciements

Nous témoignons une vive reconnaissance à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail. Nos remerciements vont :

A la République et Canton du Jura et à la Ville de Delémont pour leur appui financier.

Aux membres de la Commission de coordination des bibliothèques pour leur accueil et leur confiance.

A Jacques Cordonier pour sa grande disponibilité et ses remarques pertinentes.

A Regula Feitknecht pour son engagement et son professionnalisme.

Au Comité directeur, aux intervenants et aux participants de la volée 2006-2007.

A Jonathan Chevolet, Benoît Girard et Romain Migy, nos responsables, pour leur soutien précieux et leurs judicieux conseils.

A toutes les personnes que nous avons rencontrées lors des entretiens, pour leur disponibilité et la richesse de leur témoignage.

A Renata Bisol Salomoni, Jean-Daniel Demarez, Jean Detrey, Vincent Friedli, Benoît Girard, Vanessa Huber, Romain Migy et Germaine Seuret pour leur travail de relecture.

A nos collègues pour leur disponibilité et leur encouragement.

A nos familles pour leur soutien et leur patience.

2 CONTEXTE

2.1 Contexte historique

Depuis les années 1970, trois rapports importants traitant de la situation des bibliothèques jurassiennes ont vu le jour. Il s'agit des rapports Stadelmann² (1971), Hayoz³ (1982) et von Siebenthal⁴ (2001). Comme notre démarche va dans le même sens, nous avons jugé opportun d'examiner ces rapports, qui sont de précieux témoignages de la situation des bibliothèques jurassiennes à trois moments clés de leur évolution. En 1971, les bibliothèques du futur canton étaient surtout liées aux écoles et aux paroisses. Les villes de Delémont et Porrentruy disposaient déjà chacune d'une bibliothèque. En 1982, la Bibliothèque cantonale jurassienne est créée et la volonté de collaborer en réseau est déjà dans l'air du temps. En 2001, l'intégration prochaine de plusieurs bibliothèques dans le Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (RERO) est annoncée. A travers les analyses succinctes de ces documents, il s'agit pour nous de mettre en lumière le contexte historique, politique et culturel des institutions qui y sont décrites et de dresser un constat de ce qui a déjà été établi.

2.1.1 Rapport Stadelmann

En 1971, Claude Stadelmann, étudiant, est mandaté par la Commission jurassienne pour les bibliothèques scolaires et populaires fondée en 1969. Il livre un rapport très complet sur la réalité du service de la lecture dans le Jura historique et parvient à des conclusions peu réjouissantes. La situation est même jugée particulièrement préoccupante pour les bibliothèques scolaires. De plus, aucune de ces bibliothèques ne répond aux normes minimales définies par l'UNESCO : manque de personnel qualifié, mauvais état des collections, insuffisance des heures d'ouverture, médiocrité des locaux. Sur la base de ce constat, la Commission mandante établit un plan de diffusion du livre dans le Jura et propose la création d'un poste à plein temps d'animateur des bibliothèques scolaires jurassiennes. Ce poste n'a jamais existé et aujourd'hui encore, il pourrait répondre à un réel besoin. Le responsable actuel de la section enseignement du SEN⁵, Alain Beuchat, inquiet de la situation, relève à ce propos dans nos entretiens : « il manque une personne qui puisse dynamiser et assurer ce rôle pour habiter ces lieux [bibliothèques scolaires] »⁶.

Depuis, les choses ont bien évolué. Si certaines propositions sont restées lettre morte, d'autres n'ont pas tardé à déboucher sur des réalisations concrètes. En effet, dans ce rapport, le projet d'un bibliobus est jugé favorable pour desservir les localités qui comptent entre 300 et 3'000 habitants. La création du Bibliobus de l'Université populaire, six ans après la publication de ce document, apporte une solution réjouissante pour l'avenir de la lecture publique dans le Jura.

² Stadelmann, Claude (1971) : Rapport sur une enquête dans les bibliothèques scolaires et populaires du Jura. Berne. Librairie de l'Etat.

³ Hayoz, Chantal (1982) : Bibliothèques et lecture publique dans le canton du Jura. Porrentruy. Office du patrimoine historique.

⁴ Siebenthal, Claude von (2001) : Les bibliothèques jurassiennes en l'an 2000 : situation, points forts, problèmes et besoins. Porrentruy. Office du patrimoine historique.

⁵ Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire.

⁶ Citation d'Alain Beuchat, entretien du 19 juin 2007.

2.1.2 Rapport Hayoz

Le rapport de Chantal Hayoz, bibliothécaire, présente le texte de sa conférence prononcée lors de l'Assemblée générale de l'Association des bibliothécaires suisses, à Delémont, en 1982. Dans la première partie, elle dresse un historique du développement des bibliothèques de lecture publique du canton du Jura. En 1956, la Bibliothèque de la ville de Delémont est créée. En 1968, c'est la Bibliothèque municipale de Porrentruy qui ouvre ses portes. Dès ses débuts en 1973, la Bibliothèque des jeunes de Delémont connaît un grand succès. En 1977, l'Université populaire jurassienne inaugure le Bibliobus. Une année plus tard, la Bibliothèque de la ville de Delémont emménage dans de nouveaux locaux plus spacieux qu'elle occupe encore aujourd'hui. Elle sera, dès lors, ouverte quotidiennement au public. En 1979, Porrentruy inaugure la Bibliothèque des jeunes. En 1981, l'Association jurassienne de bibliothécaires voit le jour. Enfin en 1982, le Gouvernement de la République et Canton du Jura adopte l'Ordonnance sur la création de la Bibliothèque cantonale jurassienne⁷, qui ouvre ses portes au public en 1984.

Déjà consciente à l'époque des bienfaits de collaborer entre institutions, Chantal Hayoz se pose d'emblée la question : « Quel type de relations conviendra-t-il d'instaurer entre les bibliothèques de lecture publique, entre celles-ci et la future Bibliothèque cantonale ? » Pour elle, il est urgent de poser ensemble les bases nécessaires à l'organisation d'un réseau de bibliothèques dans un cadre très large. Elle va jusqu'à énoncer des propos presque visionnaires qui se sont confirmés avec la création du réseau romand : « Ce réseau de bibliothèques une fois formé et rôdé, il faudra le relier aux autres réseaux existant en Suisse, signer des accords pour le prêt de livres, même rares et précieux, avec les autres bibliothèques suisses ». Interrogée vingt-cinq ans plus tard, elle constate que la lutte n'est pas gagnée et elle parierait une fois de plus sur la nécessité du développement d'un réseau de bibliothèques, qui plus est facilité aujourd'hui par l'informatique et les nouvelles technologies.

2.1.3 Rapport von Siebenthal

Le troisième rapport a été publié en 2001, sur un mandat spécial confié à Claude von Siebenthal, bibliothécaire, par la Commission de coordination des bibliothèques. Ce document dresse l'état des lieux des bibliothèques actives sur le territoire cantonal, de façon à mieux appréhender leur mission, comprendre leur fonctionnement, cerner les points forts et déterminer les besoins.

A la suite de cette enquête, Claude von Siebenthal apporte quelques suggestions. Pour les institutions placées sous l'autorité de l'Etat, elle signale qu'une politique de promotion serait souhaitable, car ces lieux sont encore trop peu connus du public. Pour les bibliothèques de lecture publique, elle propose de renforcer l'animation par des actions coordonnées. C'est surtout au niveau des bibliothèques scolaires qu'elle constate de réels besoins. Ses suggestions vont dans le sens de redéfinir le rôle et de repenser le fonctionnement de ces bibliothèques pour lesquelles il serait nécessaire d'augmenter le personnel enseignant ou professionnel, de collaborer avec d'autres centres de ressources et de renouveler les collections. On relève que plus d'un tiers des écoles du Jura disposent d'une bibliothèque. Dans les autres cas, les élèves

⁷ Elle est remplacée en 1987 par l'Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

peuvent se rendre dans les bibliothèques de lecture publique ou fréquenter le Bibliobus.

Un précédent rapport du même auteur, publié en 1999⁸, dresse la liste des onze autres bibliothèques de l'Etat, dont le fonctionnement est assuré par des non-professionnels. Suite à ce rapport, la gestion d'une partie de ces bibliothèques a été confiée à une bibliothécaire coordinatrice à 20%, les autres étant gérées par le Service de l'information et de la communication (anciennement Service des archives et de la documentation). Elles ont toutes été intégrées dans RERO.

2.2 Cadre législatif

Si, dans sa Constitution, le canton du Jura soutient et encourage les activités culturelles dans les domaines de la création, de la recherche, de l'animation et de la diffusion⁹, il ne possède pas de loi spécifique sur les bibliothèques et la lecture publique. Les lignes directrices de la politique cantonale en la matière sont tracées dans l'*Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique* du 27 octobre 1987¹⁰. Appuyée par la *Loi scolaire*¹¹ et la *Loi sur l'encouragement des activités culturelles*¹², l'Ordonnance prescrit également les tâches et les missions de la Commission de coordination des bibliothèques, de la Bibliothèque cantonale jurassienne et des bibliothèques placées sous l'autorité de l'Etat. Elle définit le cadre de subventionnement pour les bibliothèques publiques, les bibliothèques scolaires et le Bibliobus. Deux directives complètent sa mise en application : les *Directives concernant les bibliothèques publiques*¹³ et les *Directives concernant les bibliothèques scolaires*¹⁴.

En vingt ans, l'Ordonnance a subi plusieurs modifications substantielles, comme les attributions de la nouvelle Commission de coordination des bibliothèques (art. 7) et l'intégration et la coordination des réseaux RERO et RBNJ¹⁵ (art. 10 et 12). Les Directives, axées sur la création de bibliothèques et sur une conception de leur gestion aujourd'hui largement dépassée, n'ont jamais été retouchées.

Depuis plusieurs années, autorités et professionnels sont conscients de la nécessité d'une révision en profondeur de la législation pour corriger les éléments obsolètes, ajouter les nouveaux principes et redéfinir les missions et les responsabilités. Par exemple, à la lecture des textes législatifs, la politique de promotion de la lecture publique est confiée au Département de l'éducation (nouvellement Département de la Formation, de la Culture et des Sports)¹⁶, est encouragée par l'Office de la culture¹⁷ et est soutenue par la Bibliothèque cantonale jurassienne¹⁸. Certes, cela démontre une volonté de concertation ; mais dans la pratique, il est difficile de savoir à quel niveau se situer et à quel interlocuteur s'adresser pour mener une action concrète de promotion du livre.

⁸ Siebenthal, Claude von (1999) : Les bibliothèques placées sous l'autorité de l'Etat gérées par des non-professionnels : situation, problèmes et besoins. Porrentruy. Office du patrimoine historique.

⁹ Art. 42, Constitution de la République et Canton du Jura (RSJU 101), modifiée en 1999 et 2006.

¹⁰ Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

¹¹ Art. 64, Loi scolaire (RSJU 410.11).

¹² Art. 4, Loi sur l'encouragement des activités culturelles (RSJU 443.1).

¹³ Directives concernant les bibliothèques publiques (RSJU 441.221.1).

¹⁴ Directives concernant les bibliothèques scolaires (RSJU 441.221.2).

¹⁵ Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes.

¹⁶ Art. 5, Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

¹⁷ Art. 74e, Décret d'organisation du Gouvernement et de l'Administration cantonale (RSJU 172.111).

¹⁸ Art. 4b, Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

Cinq ans après le discours d'intention de la ministre de l'époque, force est de constater que les travaux de révision de l'Ordonnance n'ont toujours pas commencé. L'ampleur de la tâche, l'austérité du dossier et le manque d'intérêt et de disponibilité des milieux concernés freinent sa mise en route. Pourtant, les développements récents et futurs ont besoin d'assises légales solides pour être défendus, encouragés et respectés. Le remplacement éventuel de l'Ordonnance par une loi sur le modèle de la *Loi sur les archives*¹⁹ fait également partie de la réflexion générale.

2.3 Commission de coordination des bibliothèques

Un premier essai de coordination, mené par la Bibliothèque cantonale jurassienne, a été tenté de 1988 à 1991. Le projet ne résista pas à la conjoncture désastreuse du début des années nonante et fut abandonné faute de ressources suffisantes. En 1999, sous l'impulsion des bibliothécaires, la Commission de coordination des bibliothèques est remise sur pied et ses activités sont précisées et ratifiées par le Gouvernement dans l'article 7 de *l'Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique*²⁰.

Composée de neuf membres, représentants et usagers des bibliothèques, la Commission a pour missions principales de soumettre aux autorités cantonales et communales des stratégies visant à développer le secteur des bibliothèques et à promouvoir la lecture dans le canton du Jura. Elle incite les autorités politiques à prendre en compte les changements technologiques, culturels et sociaux et à soutenir l'adaptation des bibliothèques à ces évolutions. Elle veille à améliorer le bon fonctionnement des institutions existantes, à intensifier la coopération à tous les niveaux et à favoriser les actions en faveur de la lecture.

Dès le début de son fonctionnement, la Commission ressent le besoin d'avoir en main des instruments pour réaliser les missions qui lui incombent. Le rapport de Claude von Siebenthal fut le premier outil conçu sous son autorité. Profitant de la sortie de ce rapport, la Commission s'est présentée au public par le biais des médias. Ce geste n'a pas suffi à sa reconnaissance à long terme et de ce fait, elle n'est pas systématiquement informée d'événements la concernant. Les bibliothèques n'ont pas encore le réflexe de s'adresser directement à elle pour tout sujet relatif à ses missions. Le lien qu'elle entretient avec les autorités doit aussi être redéfini et renforcé.

Pour améliorer cette situation, la Commission a constitué un plan de travail articulé autour de quatre points : la promotion de la lecture, les bibliothèques scolaires, dont elle doit encore redéfinir le rôle et le fonctionnement, la coopération jurassienne ou interjurassienne, qu'elle développe en lien avec des associations, en particulier l'Association jurassienne de bibliothécaires, et la formation professionnelle.

¹⁹ Loi sur les archives du 11 octobre 1984 (RSJU 441.21).

²⁰ Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique du 27 octobre 1987 (RSJU 441.221).

2.4 Association jurassienne de bibliothécaires

Fondée en 1981, l'Association jurassienne de bibliothécaires (AJB) regroupe une quarantaine de personnes exerçant une activité professionnelle dans les bibliothèques du canton du Jura, du Jura bernois ou de Bienne francophone et poursuit les buts suivants : promouvoir la lecture et les activités des bibliothèques ; favoriser l'échange d'expériences et la diffusion d'informations ; réfléchir aux missions des bibliothèques jurassiennes ; soutenir les intérêts professionnels des membres et contribuer à leur formation continue.

L'AJB se veut un lieu d'échange et de partage pour les professionnels jurassiens. En plus de ses activités courantes (réunions thématiques, organisation de cours de formation continue, visites, etc.), elle a initié la mise sur pied de la Semaine des bibliothèques en 1997. En 2002, elle a dirigé l'enquête et la rédaction d'un rapport sur la faisabilité d'une fête du livre dans le Jura²¹. Depuis 2005, les membres peuvent communiquer grâce à un forum²². En 2006, elle a réalisé un document sur le profil de postes de bibliothécaires et, en 2007, elle a édité une carte présentant les bibliothèques du Jura et du Jura bernois.

²¹ Association jurassienne de bibliothécaires (2002) : Une fête du livre dans le Jura. Porrentruy, Delémont. AJB.

²² <http://www.a-j-b.ch/> (site consulté le 28 août 2007).

3 ENTRETIENS

3.1 Méthodologie

Pour dresser un état des lieux et prendre la température de la situation actuelle des bibliothèques jurassiennes, nous avons réalisé trente-six entretiens. Les témoignages ont été recueillis auprès de responsables de bibliothèques ou d'institutions abritant des bibliothèques spécialisées, d'autorités politiques, de chefs de service, d'utilisateurs et de professionnels du livre (annexe 1). Les questionnaires ont été rédigés sur la base des enseignements reçus à Fribourg et à partir d'expériences et de lectures personnelles. Nous avons réalisé un questionnaire de départ que nous avons ensuite adapté selon le rôle ou la fonction des personnes interrogées. Ces entretiens nous ont permis de prendre conscience de la réalité jurassienne et de nous mettre en adéquation avec les besoins du terrain. Nos champs d'investigation résultent principalement de ces échanges d'informations précieux sur un plan transversal. Le but de ces entretiens n'est pas de relever des éléments d'enquêtes statistiques ou chiffrés, mais d'établir des liens et de confronter certaines idées.

A partir de cette matière première, nous avons déterminé une grille thématique, dans laquelle nous avons classé les idées principales selon cinq axes de développement : la politique générale, l'accès à l'information et les services à l'utilisateur, la promotion de la lecture et l'action culturelle, la formation, et les liens entre bibliothèque et école. Pour faciliter la lecture, nous avons subdivisé ces cinq axes de développement en sous-groupes thématiques (annexe 2).

3.2 Analyse des entretiens

Dans l'analyse qui suit, nous avons tenté de retranscrire les éléments essentiels que nous ont livrés les personnes interrogées. Nous avons relevé les données d'intérêt général au niveau du système, en écartant toutes celles concernant directement les institutions. Seules les propositions qui nous semblaient pouvoir se concrétiser en réseaux de collaboration ont été retenues. Nous avons fixé notre choix sur la pertinence et l'intérêt des propos pour notre travail, en étant conscientes que le résultat n'est pas exhaustif. Quelques phrases tirées des entretiens complètent et illustrent nos propos.

3.2.1 Politique générale

FINANCEMENT / SUBVENTIONS

La majorité des personnes interrogées est favorable aux regroupements des compétences pour mieux rationaliser les tâches, tout en étant conscientes des risques de diminution de postes de travail que cela pourrait impliquer. Quelques-unes ont soulevé la difficulté à faire comprendre aux autorités politiques l'importance des bibliothèques et la nécessité de les soutenir, surtout financièrement. On nous a également suggéré de réfléchir à la redéfinition de la répartition des charges entre communes et canton pour les bibliothèques de lecture publique. Au niveau du financement, la majorité des institutions est satisfaite de son budget de fonctionnement actuel, mais craint que la situation ne s'aggrave. « Le danger c'est la mort lente :

réduction progressive des horaires, du personnel, du budget d'acquisition, obsolescence des outils informatiques... et après quelques années les autorités peuvent supprimer le service dans l'indifférence. La médiathèque du Bureau de l'égalité en est un bon exemple. »²³ Une minorité, qui concerne surtout les bibliothèques d'écoles et la Bibliothèque des jeunes de Porrentruy, est préoccupée par la baisse importante du budget d'acquisition qui ne permet ni d'acquérir les documents nécessaires à satisfaire le public, ni d'avoir un taux de renouvellement acceptable. Il faut se battre pour que les postes soient repourvus lors de départs à la retraite.

RÔLE DU BIBLIOTHÉCAIRE CANTONAL

Les acteurs interrogés imaginent le futur bibliothécaire cantonal comme un homme-orchestre, un partenaire essentiel pour tout projet concernant les bibliothèques. La personne désignée aurait un rôle central pour mettre en avant les points communs des institutions hétérogènes; elle travaillerait en étroite collaboration avec la Commission de coordination des bibliothèques. Certaines personnes imaginent une répartition des tâches entre deux personnes, l'une à la direction de la Bibliothèque cantonale et l'autre ayant pour mission principale la coordination cantonale.

LÉGISLATION

Loi ou ordonnance ? Les avis divergent et ne sont pas déterminés pour l'une ou l'autre solution. Les textes de loi actuels doivent être révisés en mettant l'accent sur la gestion et la mise en commun de projets, en insistant sur la dimension de l'accès à l'information. Une loi permettrait un meilleur ancrage des bibliothèques dans le tissu culturel et éducatif, ce qui les légitimerait davantage. Toutefois une loi est plus contraignante et dans la situation actuelle, le législatif pourrait se montrer assez réticent.

COLLABORATION PROFESSIONNELLE

L'Association jurassienne de bibliothécaires est reconnue comme lieu d'échanges important pour certains et comme organe non fédérateur pour d'autres.

COLLABORATION INSTITUTIONNELLE

Les revendications au niveau des collaborations institutionnelles sont les suivantes : améliorer et favoriser la collaboration et la communication entre les personnes et les institutions. Promouvoir et améliorer l'accueil de personnes en formation en collaborant entre différentes institutions (canton, municipalités, fondations, etc.). Privilégier la collaboration lorsque des lieux sont à proximité les uns des autres²⁴, en vue d'améliorer les services (accueil, horaires, renseignements, etc.). Collaborer entre institutions en partageant un but commun, comme la réflexion sur une gestion centralisée des périodiques au niveau des bibliothèques de l'Etat. Permettre l'échange de personnes pour des remplacements ou des mandats spécifiques. Intégrer les bibliothèques de lecture publique dans RERO. Supprimer le cloisonnement entre les trois districts.

COLLABORATION HORS FRONTIERES CANTONALES (BEJUNE, INTERJURASSIENNE)

A l'Office de la culture, les personnes contactées soulignent l'importance de penser les projets au niveau interjurassien ou de l'espace BEJUNE. « Pour élargir la collaboration avec le Jura bernois, la Bibliothèque cantonale pourrait faire alliance avec Mémoires

²³ Citation de Romain Migy, entretien du 19 juin 2007.

²⁴ Archives cantonales jurassiennes, Porrentruy et Bibliothèque cantonale jurassienne, Porrentruy (même bâtiment). Bibliothèque des jeunes, Porrentruy et Bibliothèque municipale, Porrentruy (même bâtiment). Ecole de culture générale, Delémont et Ecole des métiers de la santé et du social (anciennement Ecole de soins infirmiers), Delémont (même bâtiment). Etc.

d'Ici. »²⁵ L'intercommunalité fait aussi partie de leurs préoccupations actuelles. L'archiviste cantonal porte un intérêt particulier aux premières fusions de communes et à la destinée des anciennes archives communales.

PARTENARIAT CULTUREL

La plupart des professionnels sont prêts à développer des projets communs avec les musées, les archives et les centres culturels.

STATISTIQUES

Les statistiques récoltées annuellement par la Commission de coordination des bibliothèques ne sont pas suffisamment exploitées et les institutions souhaiteraient avoir un retour d'information à ce sujet.

COMMUNICATION / VISIBILITÉ AU NIVEAU DES AUTORITÉS POLITIQUES, DES MÉDIAS ET DU PUBLIC

Les idées suivantes nous ont été suggérées : faire la promotion scientifique des institutions spécialisées pour assurer leur pérennité, avoir une vue d'ensemble des différentes bibliothèques et de leurs spécificités, intégrer dans RERO les bibliothèques de l'Etat qui ne le seraient pas encore pour avoir une vision complète des collections. Selon certains, il est important de redorer l'image du livre qui semble manquer d'attrait, face à la création artistique, en particulier pour l'obtention de subventions. Pour plusieurs, rendre visible la bibliothèque hors les murs est important : la bibliothèque doit aller vers le lecteur là où il se trouve, soit, par exemple, en installant des panneaux dans la ville, soit en rappelant l'existence de la bibliothèque sur les lieux fréquentés quotidiennement par Monsieur et Madame Tout-le-monde.

COMMISSION DE COORDINATION DES BIBLIOTHÈQUES

La Commission de coordination des bibliothèques doit s'imposer comme un lieu incontournable pour tout ce qui touche au monde des bibliothèques. Elle doit également réagir auprès du Gouvernement jurassien dans les situations qui l'exigent et aussi pour dire ses mécontentements. On constate également que la Commission doit se dynamiser de l'intérieur pour porter ses projets. Le bibliothécaire cantonal et la Commission doivent absolument renforcer leur travail de collaboration.

3.2.2 Accès à l'information et services à l'utilisateur

ACCUEIL

Les professionnels sont conscients que le but premier d'une bibliothèque est le service à l'usager. Selon eux, l'accueil peut toujours être amélioré et doit être compris au sens large. Ils se sentent responsables dans leur rôle de médiateur entre le lecteur et l'information. Depuis l'arrivée de l'internet, les demandes sont plus exigeantes. La mission du bibliothécaire est, selon eux, plus que jamais primordiale.

GRATUITÉ

Dans l'idéal, presque toutes les personnes interrogées sont en faveur de la gratuité de l'accès à l'information. Elle est même jugée « indispensable pour faciliter l'accès à la lecture pour tous. »²⁶ Certains trouvent qu'une contribution de base lors de l'inscription rendrait le lecteur plus sensible à la valeur du service rendu. Dans les institutions qui

²⁵ Citation de Benoît Girard, entretien du 12 juin 2007.

²⁶ Citation de Geneviève Stadelmann, entretien du 28 juin 2007.

pratiquent la tarification du prêt, les responsables de bibliothèques ne peuvent envisager la gratuité, notamment pour des questions de budget.

HORAIRE

Les avis sont partagés : certains pensent que l'horaire proposé correspond aux attentes de leurs usagers, d'autres estiment qu'il serait bien d'ouvrir davantage pour mieux répondre aux besoins. Certains lieux géographiquement proches souhaitent harmoniser leurs horaires.

LIBRE CIRCULATION DES LECTEURS, DU LIVRE ET DE L'INFORMATION

On note le besoin de faire circuler les personnes et les livres. L'utilisateur devrait avoir la possibilité de rendre un document ailleurs que là où il l'a emprunté. Le prêt entre bibliothèques est très utilisé, surtout par le public des bibliothèques spécialisées. En lecture publique, le PEB fonctionne ponctuellement, sans système organisé. Les institutions rattachées à RERO utilisent d'office le BibliOpass. Les autres institutions possèdent leur propre carte et sont presque toutes favorables à l'introduction d'une carte unique. Un portail des bibliothèques jurassiennes est une attente unanime des professionnels comme du public et l'idée d'un guichet du savoir jurassien est reçue positivement.

LIEU ET ESPACE DE FORMATION

Les usagers apprécieraient un espace convivial avec fauteuils, table basse et possibilité de boire un café. « Il faut valoriser l'espace, l'imaginer comme une place de village, avec fauteuils, cafétéria, etc. »²⁷ D'autres ne sont pas sensibles au lieu et donnent plus d'importance à l'information qu'ils viennent chercher. La documentation doit être actuelle et remise à jour régulièrement. La mise à disposition de postes informatiques est très appréciée. Les bibliothécaires sont sensibles à la bonne visibilité de leur institution, même si parfois les moyens manquent pour réaliser leurs projets (accès facilités, nouvelles signalétiques, informations aux médias, etc.).

FORMATION DES UTILISATEURS

La formation des élèves, comme celle des autres usagers est une nécessité. Il y a un réel besoin de former le public aux nouvelles technologies et aux méthodes de recherche, dans le but de le rendre plus autonome et plus efficace. Dans la plupart des institutions, la formation se fait au cas par cas selon la demande.

OUTILS DE VEILLE

La veille documentaire est encore peu exploitée. Il y a une volonté de la développer dans des domaines spécifiques comme la revue de presse du SIC et la recherche documentaire des bibliothèques spécialisées (Centre médico-psychologique, Delémont ; Office des eaux et de la protection de la nature, Saint-Ursanne ; Section d'archéologie et paléontologie, Porrentruy ; etc.).

RÉSEAU

Les professionnels jurassiens qui utilisent RERO en sont satisfaits, malgré quelques ajustements à prévoir au niveau du prêt, des rappels et de l'indexation matière. Les professionnels qui utilisent d'autres systèmes sont satisfaits d'avoir un outil bien adapté au traitement de leurs collections, mais constatent qu'ils travaillent en vase clos et sont conscients des avantages d'un catalogue partagé. Les élèves des écoles

²⁷ Citation d'Isabelle Jolidon, entretien du 12 juin 2007.

commerciales, artisanales et techniques se servent très peu des services en ligne proposés par RERO (recherches bibliographiques, réservations, dossiers lecteurs).

NUMÉRISATION

Les institutions qui ont pour mission la conservation du patrimoine jurassien ont entrepris ou ont en projet la numérisation d'une partie de leurs collections (Bibliothèque cantonale jurassienne, Archives cantonales jurassiennes, Archives de l'ancien Evêché de Bâle). En parallèle, elles continuent de microfilmer certains documents, tels que les journaux, sachant que ce type de reproduction peut être numérisé par la suite. Le SIC prévoit de numériser sa revue de presse pour la mettre en ligne. Il est proposé de regrouper les projets de numérisation au niveau national. La numérisation n'est pas considérée comme une nécessité dans les bibliothèques de lecture publique et dans les bibliothèques scolaires.

3.2.3 Promotion de la lecture et action culturelle

ANIMATION À LA BIBLIOTHÈQUE

L'animation est pratiquée dans presque toutes les institutions mais souvent modestement en raison du manque de moyens. Elle se concrétise par des manifestations ponctuelles comme des rencontres avec des auteurs et des expositions en lien avec les collections. Les professionnels répondent volontiers aux sollicitations extérieures venant par exemple d'associations.

ACTIONS « HORS LES MURS »

La proposition de promouvoir le livre à l'extérieur et d'aller à la rencontre des publics « absents », tels que les publics en marge, revient à plusieurs reprises. On distingue d'une part, une démarche sociale vers les personnes âgées et les malades à domicile ou en institutions, les prisonniers, etc. et d'autre part, des actions de démarchage auprès des publics potentiels, en s'engageant dans des manifestations culturelles (Festival du livre, Lettres sans frontières, etc.), en délocalisant les livres et les bibliothécaires dans les lieux où on ne les trouve pas habituellement (surfaces commerciales, centres de loisirs, etc.), en colportant le livre et en racontant des histoires pendant les temps « creux » ou les moments « libres » du grand public (fêtes, foires, marchés, files d'attente, camps de jeunesse, etc.).

PROMOTION DE LA LECTURE

La promotion de la lecture est une priorité chez les bibliothécaires jurassiens. Une collaboration plus intense est souhaitée avec la déléguée à la promotion de la lecture. Une coordination des actions de promotion de la lecture est nécessaire pour une meilleure crédibilité auprès des décideurs notamment pour l'obtention de subventions. La promotion de la lecture requiert davantage de soutien et de moyens des autorités cantonales. Il convient de sensibiliser les acteurs concernés à la mission qu'ils ont à remplir (BiCJ, OCC). Le livre n'est pas reconnu comme un élément culturel primordial. « La promotion du livre est difficile, car le livre est peu spectaculaire, par rapport à la création. »²⁸ D'un autre côté, la lecture est reconnue comme étant le premier « médium » contre l'illettrisme. Le multimédia est un moyen de sensibiliser les étudiants et de les ramener à l'écrit. Il faut faire connaître le site Juralecture²⁹.

²⁸ Citation de Michel Hauser, entretien du 11 juin 2007.

²⁹ <http://www.juralecture.ch/> (site consulté le 26 août 2007).

3.2.4 Formation

Depuis une dizaine d'années les bibliothécaires doivent s'adapter aux mutations de la profession. Certains le font avec plaisir, d'autres avec davantage de réticence. La formation de base d'assistant en information documentaire est bien représentée dans le Jura. Il est important de promouvoir et d'encourager l'accueil de stagiaires. Le besoin de perfectionnement régulier dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication revient à plusieurs reprises. Un effort important de soutien à la formation continue est vivement souhaité par la plupart des professionnels.

3.2.5 Bibliothèque et école

ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

Il est urgent d'établir une politique commune et concertée à tous les niveaux (implantation, gestion, heures de décharges, formation des enseignants, lectures suivies, responsabilités, subventionnements, animations, etc.). Il se dégage des entretiens que le climat actuel y est propice. Des collaborations sont souhaitées pour les achats et la circulation des livres, le catalogue en réseau et les animations dans les classes. La chargée de mission pour la promotion de la lecture est considérée comme une partenaire essentielle au développement des bibliothèques scolaires. La formation de base des enseignants pourrait s'organiser avec la Haute école pédagogique. Une proposition est faite de transformer les décharges-horaires des enseignants en postes fixes pour un bibliothécaire itinérant. Les horaires des bibliothèques doivent être adaptés aux besoins des élèves, ce qui n'est pas souvent le cas.

ÉCOLES MOYENNES, SUPÉRIEURES ET SPÉCIALISÉES

« La bibliothèque/médiathèque est l'élément central d'un lieu de formation et doit être située géographiquement sur le passage de tous les élèves. »³⁰ On constate un désintérêt des enseignants pour la bibliothèque. Dans le meilleur des cas, un quart seulement la fréquente. La collaboration des enseignants est jugée insuffisante et doit être améliorée. Les sollicitations à visiter la bibliothèque viennent presque toujours des bibliothécaires. Le manque de reconnaissance des compétences du bibliothécaire par le corps enseignant, les directions et les autorités scolaires est flagrant. « Il n'est pas acquis que les ressources pédagogiques soient du ressort des bibliothécaires. »³¹ Un partenariat doit être établi entre bibliothèque et école pour les travaux interdisciplinaires et pour la mise sur pied de cours de méthodologie pour les étudiants. Les enseignants doivent être formés à la recherche documentaire. La sensibilisation à la lecture et au monde du livre fait partie des programmes pédagogiques de la HEP-BEJUNE et les étudiants sont très demandeurs.

RELATIONS ENTRE LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES ET LES ÉCOLES

Les missions des bibliothèques de lecture publique ont besoin d'être clarifiées lorsqu'elles jouent le rôle de bibliothèques scolaires. Les subventions cantonales sont insuffisantes en regard des services que la bibliothèque fournit pour l'école (visites de classes, aide à la recherche, développement des collections, etc.). Les bibliothécaires désirent intensifier la collaboration avec la déléguée à la promotion de la lecture. Il est important que l'accès à la bibliothèque soit gratuit pour tous les enfants.

³⁰ Citation de Cédric Béguin à propos du projet de construction d'un nouveau site pour la Médiathèque de l'Ecole de culture générale, entretien du 15 juin 2007.

³¹ Citation de Virginie Picardat, entretien du 15 juin 2007.

4 MISE EN PERSPECTIVE

4.1 Remarques

Les entretiens ont révélé autant de situations que de personnalités différentes. Nous avons rencontré des professionnels motivés, passionnés et généreux dans leur partage d'expériences. Conscients de leur mission première, ils placent l'utilisateur au centre de leurs activités et cherchent à satisfaire ses besoins et à le fidéliser. Ils s'interrogent sur l'évolution rapide des développements technologiques et sur les exigences de la bibliothèque hybride. Ils doivent de plus en plus justifier leur existence face au monde extérieur qui voit notamment dans l'internet un substitut facile, gratuit et accessible de partout. Ils déplorent l'absence de politique concertée des bibliothèques sur le plan cantonal et souhaitent une meilleure coordination des services. Tous subissent des pressions financières des pouvoirs publics, pressions freinant leur développement et compromettant leur avenir à plus ou moins long terme. En ce sens, il nous paraît évident que les institutions ont intérêt à développer des stratégies communes pour répondre aux exigences actuelles du public, pour renforcer leur statut et affermir leur position. Seules quelques personnes, prises dans leurs soucis internes, ne souhaitent pas s'investir dans des collaborations extérieures dont elles ne voient pas vraiment l'utilité.

4.2 Synthèses

Qu'elles soient publiques ou spécialisées, les bibliothèques jurassiennes font preuve d'une grande vitalité d'autant que moins de quarante personnes y sont actives dans dix-neuf institutions (annexe 3). De manière générale, les lieux sont ouverts, accueillants et adaptés aux différents publics. Les collections, constituées de multiples supports et types de documents, répondent à des besoins d'information, d'éducation, de culture et de loisirs. L'habitude de lecture, fortement ancrée chez les Jurassiens, se confirme. Mis en comparaison avec le Valais³², les indicateurs révèlent un taux élevé de prêts de documents dans le Jura.

Tableau comparatif des lecteurs et des prêts entre le Jura et le Valais

2006	Jura	Valais
Population ³³	69'200	294'600
Prêts totaux	440'713 ³⁵	880'963 ³⁴
Lecteurs actifs	15'126 ³⁶	35'022 ³⁷
Volumes prêtés par habitant	6,36	2,99
Volumes prêtés par lecteur	29,13	25,15

³² Pour corroborer nos propos, nous mettons en exergue à plusieurs reprises la situation valaisanne. De tradition rurale, catholique, non universitaire, le Jura et le Valais se reconnaissent de nombreuses similitudes d'ordre politique, culturel, économique ou structurel.

³³ Office fédérale de la statistique (2006). Population résidente permanente à la fin de l'année (résultats provisoires). <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen/Document.89689.pdf>.

³⁴ Canton du Valais. Plan directeur des bibliothèques 2007, p. 30.

³⁵ Cf. annexe 3.

³⁶ Cf. annexe 3.

³⁷ Canton du Valais. Plan directeur des bibliothèques 2007, p. 30.

Ce résultat réjouissant s'explique en particulier par un service de proximité performant du Bibliobus qui dessert pratiquement tous les villages et par le dynamisme des bibliothèques communales qui connaissent un rayonnement régional important. La mise en circulation d'un troisième bus, en 2008, devrait encore renforcer la desserte dans les communes.

4.2.1 Politique générale

Dans son organisation actuelle, la conduite de la politique des bibliothèques jurassiennes passe par deux « acteurs » complémentaires : la Commission de coordination des bibliothèques et le bibliothécaire cantonal. Pour davantage d'efficacité, il est indispensable que les responsabilités de chacun soient clairement établies. Les missions de la Commission de coordination définies dans la législation³⁸ devraient être revues pour éviter un recoupement de compétences entre cette dernière et le bibliothécaire cantonal, en particulier en ce qui concerne la production des statistiques, le développement de la formation continue, l'aide à la Bibliothèque cantonale pour remplir sa mission de centre de service et d'information, etc.

Comme il l'avoue lui-même, le bibliothécaire cantonal ne possède pas de véritable cahier des charges. En plus de sa fonction de directeur de la BiCJ, le rôle que les professionnels attendent de lui est celui de fédérer, de développer des réseaux humain et technique, de défendre la cause des bibliothèques et des utilisateurs au niveau politique et culturel, d'initier les développements technologiques, de soutenir les actions en faveur de la lecture, de mettre en place des programmes de formation et surtout de posséder une vision de l'ensemble du système nécessaire à la rentabilisation des ressources existantes. La nomination prochaine d'un nouveau bibliothécaire cantonal donne la possibilité d'y réfléchir et d'élaborer un cahier des charges adapté aux exigences actuelles.

Un document de référence définissant les stratégies de développement et les mesures à suivre serait un outil utile sur lequel la Commission et le bibliothécaire cantonal pourraient se baser pour fixer un cadre de travail et mettre en œuvre leurs actions. Pour garantir sa légitimité, il est important que ce document soit, d'une part, inscrit dans la législation et, d'autre part, avalisé par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports dont dépend la Commission.

La révision de la législation et la mise en place d'un outil de référence devraient permettre, entre autres, de dénoncer les faiblesses du système et de sensibiliser les autorités politiques concernées à y remédier. L'intérêt de lancer le processus rapidement est également de provoquer le débat et d'amener la cause des bibliothèques sur la place publique. Par exemple, la part cantonale à la lecture publique est jugée totalement insuffisante par les communes centres de Delémont et Porrentruy. Basé sur le budget d'acquisition et le nombre de lecteurs extérieurs, le montant des subventions allouées aux bibliothèques communales ne s'élève qu'à 2,5-3% de leur budget global alors que le rayon d'action de ces dernières est largement régional (plus de 40% de lecteurs extérieurs).

³⁸ Art. 7, alinéa 1, Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

D'après l'Ordonnance³⁹, la Commission doit être consultée pour toutes les décisions concernant les bibliothèques. Des faits récents prouvent que tel n'est pas le cas. La Commission n'a pas été officiellement informée de la décision du Gouvernement de l'intégration du Service des archives et de la documentation dans une nouvelle structure, perdant au passage une partie de son personnel, prônant notamment les prestations du service du prêt entre bibliothèques. Elle n'a reçu aucun préavis concernant le démantèlement de la bibliothèque du Bureau de l'Egalité dont les collections sont dorénavant intégrées à la Bibliothèque cantonale. La Commission a un réel besoin de se faire connaître auprès des organes dirigeants (Département, Gouvernement et autorités de tutelle).

4.2.2 Accès à l'information et services à l'utilisateur

Inscrite dans les recommandations de l'IFLA/UNESCO⁴⁰ comme un principe essentiel d'accès démocratique à la lecture, la gratuité est un idéal que partagent, de façon quasi unanime, les acteurs du monde des bibliothèques jurassiennes. L'introduction de la gratuité en 2002 par la Ville de Delémont pour ses habitants d'abord, puis généralisée à tous en 2005, a provoqué une augmentation des lecteurs de 15%. Cette expérience démontre que la gratuité joue un rôle incitatif à la fréquentation des bibliothèques.

Deux institutions importantes, les bibliothèques municipales de Porrentruy et le Bibliobus, ainsi que la Bibliothèque aux mille et un livres de Bassecourt⁴¹, prélèvent une taxe pour le prêt des documents. Les difficultés financières de la Municipalité de Porrentruy et la baisse récurrente des crédits alloués à ses bibliothèques sont un frein évident à l'introduction de la gratuité. Il en va de même pour le Bibliobus qui, financé par les cantons de Berne et du Jura ainsi que par les communes desservies, complète son budget par les contributions des usagers. Toutefois, l'incidence financière est relative (CHF 48'256.-⁴²) et les convictions des professionnels prêtent à croire que la bataille vaut la peine d'être menée. La gratuité est en soi un acquis « fragile » pouvant être remis en cause à tout moment, par exemple lors de changements politiques. La révision des textes législatifs serait une excellente opportunité d'inscrire le principe dans la législation comme dans les cantons de Neuchâtel⁴³ et du Valais⁴⁴ afin de garantir sa pérennité à long terme.

Depuis quelques années, en France particulièrement, les mises en réseau de bibliothèques publiques ont démontré leur efficacité aussi bien en interne, par le partage des compétences, les programmes communs de formation, les échanges de personnel, qu'en externe, par l'accès facilité aux collections, la souplesse de circulation des documents et des lecteurs, la promotion de la lecture et de la vie littéraire. Pour ne citer qu'un exemple, le réseau du Département de Loire-Atlantique réunit 194 bibliothèques par le biais de conventions partenariales avec les communes et les collectivités concernées ainsi qu'avec l'Etat⁴⁵.

³⁹ Art. 7, aliéna 1, Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

⁴⁰ Fédération internationale des associations de bibliothèques et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2001) : Les services de la bibliothèque publique : principes directeurs de l'IFLA/UNESCO, p. 24 et 66.
<http://www.ifla.org/VII/s8/news/pg01-f.pdf> (site consulté le 4 septembre 2007).

⁴¹ Anciennement Bibliothèque paroissiale de Bassecourt, elle est financée par la paroisse et les subventions cantonales

⁴² Total des cotisations (données 2006) : CHF 48'256.-

Bibliobus : CHF 30'000.- ; BM Porrentruy : CHF 11'080.- ; BJ Porrentruy : CHF 6'586.- ; Bibliothèque aux mille et un livres Bassecourt : CHF 590.-

⁴³ Art. 2, Loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques (1996). Canton de Neuchâtel (442.41).

⁴⁴ Art. 3, Directives concernant les bibliothèques communales et scolaires (2004). Canton du Valais.

⁴⁵ <http://www.culture.cg44.fr/NASApp/reseauBDP/> (site consulté le 28 août 2007).

A l'heure des projets d'intercommunalité, d'après l'avis des conseillers communaux en charge de la culture, un rapprochement des structures est a priori envisageable pour les communes de Delémont et de Porrentruy. En plus de la réflexion autour de l'intercommunalité, la notion de territoire s'élargit au-delà des frontières cantonales. Le Bibliobus dessert déjà plus de vingt communes dans le Jura bernois. La mobilité des lecteurs s'accroît à l'intérieur mais aussi vers l'extérieur du canton. Par exemple, les habitants des Franches-Montagnes fréquentent également les bibliothèques de Tramelan ou de La Chaux-de-Fonds. L'ouverture hors canton est une réelle volonté politique. *La mise en commun des bibliothèques publiques*⁴⁶ fait partie des propositions retenues par l'Assemblée interjurassienne. Les projets pédagogiques de l'Arc jurassien s'inscrivent dorénavant dans l'espace BEJUNE⁴⁷, dans lequel les médiathèques de la HEP-BEJUNE sont directement impliquées.

Dans cette mouvance, on ne peut réfléchir au développement collaboratif sans penser à une mise en réseau des bibliothèques jurassiennes. La Bibliothèque cantonale et les bibliothèques de l'Etat font partie du réseau romand (RERO). Les autres institutions fonctionnent de manière autonome⁴⁸. Cette situation hétérogène rend complexe une mise en commun des systèmes de gestion de bibliothèque qui satisfasse chaque spécificité institutionnelle. Sur le plan cantonal, RERO ne peut être remis en cause. Ainsi la question se pose-t-elle de l'intégration des autres bibliothèques. En 2005, suite à une étude comparative⁴⁹, les bibliothèques municipales de Delémont ont renoncé à leur intégration dans RERO principalement pour des raisons de coût (40% à 50% plus élevé qu'une solution indépendante).

Depuis 2001, les catalogues des bibliothèques jurassiennes peuvent être consultés sur l'internet par le biais du catalogue virtuel des bibliothèques jurassiennes⁵⁰. Les données sont réparties en trois secteurs, en raison des différents systèmes de gestion : lecture publique⁵¹, patrimoine et bibliothèques moyennes supérieures (RERO), médiathèque de la HEP-BEJUNE.

L'un des objectifs d'une mise en réseau est la création d'un portail offrant un accès commun aux ressources et aux services des bibliothèques jurassiennes. Au préalable, il importe de faire des choix stratégiques par rapport au développement d'un réseau jurassien, tout en respectant les missions et les contraintes de chaque établissement. L'utilisation d'un système commun (RERO) ou d'une plateforme documentaire (de type CHVK⁵²) regroupant tous les systèmes sont des outils pour y parvenir. Si un portail améliore la visibilité de l'offre et des services, et rend possible la conquête d'un public distant, sa réalisation requiert d'importantes ressources humaines et techniques, notamment pour la mise en place d'un système de gestion de contenu et de recherche fédérée.

Service collectif de gestion de documents à distance, le prêt entre bibliothèques (PEB) revêt toute son importance dans une région périphérique telle que la nôtre. Or, à l'intérieur du canton, plusieurs institutions ne prêtent pas les documents de leurs

⁴⁶ Le Quotidien jurassien, 28 août 1999.

⁴⁷ Espace réunissant les cantons de Berne francophone, du Jura et de Neuchâtel.

⁴⁸ Le Bibliobus fonctionne avec Netbiblio ; les bibliothèques communales de Delémont et de Porrentruy avec Opsys ; la médiathèque de la HEP avec Horizon ; la bibliothèque du Noirmont et les écoles obligatoires informatisées avec Bibscool.

⁴⁹ Migy, Romain (2005). L'intégration des bibliothèques municipales de Delémont dans un réseau : avantages et inconvénients. Université de Fribourg. Certificat de formation continue universitaire.

⁵⁰ Catalogue virtuel des bibliothèques jurassiennes <http://www.jura.ch/biblio/> (site consulté le 26 août 2007).

⁵¹ Les catalogues des bibliothèques de lecture publique sont mis à jour semestriellement car ils ne sont pas encore en ligne.

⁵² Catalogue virtuel suisse <http://www.chvk.ch/> (site consulté le 28 août 2007).

collections à d'autres bibliothèques, pour des raisons de temps ou de confort. Pour les professionnels du terrain, il est difficile de faire comprendre à un citoyen qu'on ne peut lui faire venir un ouvrage, surtout s'il repère celui-ci sur le catalogue virtuel des bibliothèques jurassiennes. Par solidarité citoyenne et professionnelle, il est vraiment important que toutes les bibliothèques jurassiennes deviennent « fournisseuses » de documents.

Les pôles de demande et de retrait du PEB sont centralisés à la BiCJ et au SIC. Un système de navette achemine les documents entre Delémont et Porrentruy. Un service analogue, organisé par la HEP-BEJUNE dessert les médiathèques de ses quatre sites. Le volume de prêt entre bibliothèques pour l'année 2006 s'élève à 2'951 documents⁵³. On remarque qu'une solution de relais est à trouver dans les Franches-Montagnes pour une répartition équitable du service sur le territoire cantonal.

Une carte unique évite la multiplication des cartes de lecteur. Cette prestation est particulièrement utile pour tous les usagers qui utilisent les services de plusieurs bibliothèques, en particulier les personnes actives et les étudiants, y compris hors du canton. Une solution existe en Suisse sous le label BibliOpass. Un BibliOpass est lisible dans tous les systèmes informatisés des bibliothèques rattachées au réseau grâce à un code à barres unique. En Suisse plus de 600 bibliothèques reconnaissent le BibliOpass. Il est délivré d'office aux utilisateurs des bibliothèques affiliées à RERO. Une carte unique pour toutes les bibliothèques jurassiennes et éventuellement celles du Jura bernois et de l'espace BEJUNE serait un outil promotionnel de sensibilisation à la bibliothèque dès le plus jeune âge.

Le canton du Jura a la particularité de posséder des collections et une documentation riches et complètes sur l'histoire jurassienne, et plus particulièrement sur la situation du canton avant et après sa création. Ces fonds sont dispersés dans divers lieux : bibliothèques, musées, services cantonaux, collections privées, etc. Nous nous sommes interrogées sur les manières d'exploiter et de transmettre au public les contenus de ces fonds, notamment celui du Service de l'information et de la communication qui mérite d'être mis en valeur. Actuellement, le SIC répond volontiers aux demandes par le biais de son site internet. Cette solution pourrait être améliorée par un outil plus convivial tel qu'un guichet du savoir jurassien ou un wiki jura. Le wiki est un outil collaboratif basé sur la participation active, qui est une façon originale de conserver le savoir des « micro experts »⁵⁴. Ce type de plateforme est encore peu développé en Suisse. Des expériences en cours à Genève et en Valais pourraient servir de modèle pour le Jura.

Cette transmission du savoir ne s'arrête évidemment pas là. Pour exemple, les bibliothèques liées aux quarante-trois services de l'Etat possèdent un nombre important de revues qu'il reste à dépouiller. Les spécialistes de certaines institutions ont exprimé le besoin d'avoir un accès facilité aux articles, indispensables à leurs recherches (SAP, EPN, CMP, etc.). Dans ce sens, la Bibliothèque des tribunaux est un exemple à suivre. Elle est gérée par une professionnelle qui assure une politique de dépouillement très claire : dépouillement systématique de toutes les revues jurassiennes pour la Bibliographie du droit suisse ; dépouillement d'articles plus généraux choisis pour leur

⁵³ Estimation des PEB (2006) : 2'951 (Bibliothèque cantonale jurassienne : 1'684 ; Service de l'information et de la communication : 476 ; Ecole des métiers de la santé et du social : 90 ; Ecole de culture générale : env. 80 ; Ecole de commerce de Delémont : env. 65 ; Haute école de santé Arc : 94 ; Haute école pédagogique, Porrentruy : 112 ; Lycée cantonal et école supérieure de commerce : env. 350).

⁵⁴ Selon Bertrand Calenge, chacun est expert dans un domaine, si petit soit-il, cours CGDB du 18 juin 2007.

pertinence par les juges eux-mêmes ; partage du catalogage des articles avec l'Association des bibliothèques juridiques suisses.

Toutes ces actions, telles que la mise en réseau, le portail documentaire, le prêt entre bibliothèques, la carte unique et le guichet du savoir vont dans le sens d'une promotion des bibliothèques auprès de la population. Elles s'inscrivent dans une démarche collective pour attirer les non-publics et sensibiliser le monde politique aux services « à valeur ajoutée » qu'offrent les bibliothèques, dans l'accès au savoir et à la connaissance. Les pouvoirs publics ne sont pas assez conscients du rôle fondamental des bibliothèques au développement culturel et économique et à la vie démocratique d'une région.

4.2.3 Promotion de la lecture et action culturelle

Généralisés en France, les plans locaux de développement de la lecture renforcent « la coopération entre différents partenaires culturel, éducatif et associatif pour la mise en œuvre d'actions permettant la présence du livre sur tous les lieux de vie, en allant à la rencontre de tous les publics, plus particulièrement les jeunes enfants et les familles »⁵⁵. Ils accompagnent les projets communaux et intercommunaux. L'Etat jurassien se prévaut de soutenir et de défendre la promotion de la lecture⁵⁶. Or, dans la pratique, il n'existe aucun plan de développement dans ce sens en dehors des écoles. Les forces humaines et les moyens financiers nécessaires à sa promotion sont « dilués » dans les ressources globales dédiées à la culture. Les projets cantonaux peinent à voir le jour (exemple Lire en fête⁵⁷). D'un côté les bibliothèques sont perçues comme un réseau « compliqué » par les responsables culturels et, de l'autre, elles ont des attentes de la part des instances cantonales qui semblent tout à fait légitimes. Manque-t-il alors une volonté de collaborer entre les différents acteurs ou a-t-on simplement besoin d'un organe ou d'un coordinateur qui chapeaute et dirige les actions ? En tous les cas, une personne ressource en charge du dossier « promotion du livre et de la lecture » peut favoriser le dialogue et remédier au manque de coordination.

Rendre la lecture accessible à tous est un objectif du Département de la Formation, de la Culture et des Sports qui devrait s'appliquer, entre autres, dans des établissements tels que les hôpitaux, les homes ou les prisons⁵⁸. Une étude menée à Delémont en 2000⁵⁹ développe des idées intéressantes mais, à nouveau, le manque de ressources empêche leur concrétisation. Une impulsion du canton est attendue par les milieux des bibliothèques qui désirent s'investir davantage. Pour relancer le sujet, une réflexion sur la bibliothèque « hors les murs » pourrait s'inscrire dans une *Journée des bibliothèques et des bibliothécaires*.

Selon leur disponibilité et leur budget, les bibliothèques pratiquent des animations régulières intra-muros : expositions thématiques ; présentation de la vie et de la

⁵⁵ Définition du plan local de développement de la lecture de l'Essonne (France). http://www.essonne.fr/culture_sports_loisirs/politique_culturelle/promotion_de_la_lecture_publique/dossier/promotion_de_la_lecture_publique/ (site consulté le 28 août 2007).

⁵⁶ Art. 1 à 5, Ordonnance pour les bibliothèques et la promotion de la lecture (RSJU 444.221).

⁵⁷ Lancé en 2000 par des professionnels, sous l'égide de l'Association jurassienne de bibliothécaires, le projet d'une fête cantonale du livre *Lire en fête* a avorté, par manque de moyens sans doute, mais aussi parce que personne n'a accepté d'être porteur du projet.

⁵⁸ Art. 6, Ordonnance pour les bibliothèques et la promotion de la lecture (RSJU 444.221).

⁵⁹ Fleury, Cindy (2000). La lecture accessible à tous. Berne. Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses. Travail de diplôme.

production culturelle locale et associative ; rencontres avec des créateurs (auteurs, illustrateurs, etc.) ; lectures à haute voix ; ateliers d'écriture ; visites de classes ; heures du conte, etc. Ces activités sont très appréciées des lecteurs et font partie de la mission de la bibliothèque en tant qu'espace de médiation, de rencontres, d'échanges et de découvertes. Actuellement, il n'est pas possible d'avoir une vue d'ensemble des animations en cours, ce que regrettent les professionnels. Une partie des informations est relayée sur le site et le forum de l'AJB, mais de façon informelle et irrégulière. Un réel suivi dans la transmission des informations est difficile sans l'implication directe des institutions. Nous relevons l'intérêt à développer une plate-forme interactive sur le site Juralecture qu'anime la chargée de mission à la promotion de la lecture. L'objectif étant l'échange d'informations et la mutualisation des ressources pour une mise en place de nouveaux projets et une ouverture vers d'autres partenaires actifs, dans les actions autour du livre et de la lecture.

4.2.4 Formation et échanges professionnels

Dans le Jura, une à deux places d'apprentissage, pour la formation d'assistant en information documentaire, sont offertes chaque année. En fonction de la demande, certaines bibliothèques accueillent des stages d'immersion préparatoire à la formation de spécialiste en information documentaire (HES). Pendant leur cursus, les apprenants sont tenus d'effectuer des stages à l'extérieur de leur bibliothèque formatrice. Ces derniers s'organisent au cas par cas. Une coopération entre les diverses institutions peut améliorer notablement leur planification et encourager la participation de nouveaux partenaires.

Dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les formations actuelles dispensées dans le canton ne sont pas spécifiques au milieu des bibliothèques. Les cours de formation de l'Administration cantonale correspondent à un besoin général des fonctionnaires. L'AJB propose, une à deux fois par année, une journée de formation à ses membres. La HEP-BEJUNE présente un programme de cours variés, gratuits pour les bibliothécaires du canton. Cependant, l'offre ne répond pas toujours à la demande et les places sont limitées. Selon Corrado Pettenati⁶⁰, « Travailler dans des conditions difficiles c'est ce qu'ont toujours su faire les bibliothécaires ». Les professionnels jurassiens en sont bien conscients puisqu'ils doivent souvent se former à l'extérieur du canton.

Les professionnels jurassiens ont émis le souhait d'instaurer un rendez-vous annuel tel qu'une « Journée des bibliothécaires », occasion pour eux d'échanger, d'aborder un sujet d'actualité et de bénéficier de regards extérieurs. Ce type de rencontres rassemble, crée des liens et est profitable à tous les partenaires. Le dernier événement de ce genre a eu lieu en 1997 à l'occasion de la Semaine des bibliothèques. Le Jura bernois a fait une première expérience positive en 2006 qui devrait être renouvelée. L'Association jurassienne de bibliothécaires offre un espace de rencontres régulières entre les professionnels. Toutefois, l'engagement bénévole de ses membres et de son comité limite son potentiel organisationnel. En ce sens, la mise sur pied d'un événement de plus grande envergure devrait être initiée au niveau institutionnel et sa prise en charge soutenue par les collectivités publiques.

⁶⁰ Congrès BBS, Bellinzona, 2003.

4.2.5 Bibliothèque et école

En principe, la bibliothèque de lecture publique la plus proche fonctionne comme bibliothèque scolaire pour les écoles enfantines et primaires. Dans certains villages, de petites bibliothèques ont émergé à l'initiative d'enseignants motivés. Les cercles secondaires sont pourvus d'une bibliothèque, à l'exception du Collège de Delémont⁶¹. La gestion de ces bibliothèques est assurée par un enseignant au bénéfice d'une décharge-horaire, d'un maximum de trois heures par semaine. Ces bibliothèques sont inégalement équipées et l'offre documentaire, ainsi que les horaires, ne sont pas toujours adaptés aux besoins des élèves. En 1995⁶², les revendications des enseignants-bibliothécaires, exigeant une augmentation des heures de décharge, sont restées sans réponse. Sur le terrain, on constate qu'il existe de grandes disparités d'un cercle scolaire à l'autre. En effet, l'attribution de subventions cantonales dépend de la politique scolaire communale. Le taux de cette subvention varie en fonction de la capacité contributive des communes⁶³. Nous relevons tout de même un élément extrêmement positif : en 2004, le Service de l'enseignement a créé un mandat et engagé une chargée de mission à la promotion de la lecture. Le dynamisme de cette dernière donne un nouveau souffle aux actions en faveur de la lecture dans les écoles. Cet automne, elle va d'ailleurs mener une enquête d'évaluation des besoins auprès des enseignants bénéficiant d'une décharge pour la bibliothèque. Les résultats pourront être les premiers jalons d'un travail de restructuration en profondeur.

A notre avis, il est de la responsabilité du Département de la Formation, de la Culture et des Sports de faire en sorte que l'accès à la bibliothèque soit gratuit pour tous les élèves. Un traitement inéquitable intervient lorsque la bibliothèque de proximité faisant office de bibliothèque scolaire prélève une contribution auprès des enfants. Apparemment, le SEN n'a pas vraiment connaissance de ce dysfonctionnement⁶⁴.

Nous sentons un terrain favorable à la collaboration de la part de la nouvelle responsable de la médiathèque de la HEP-BEJUNE. Des restructurations et une surcharge de travail interne rendent cette collaboration difficile à mettre en œuvre en ce moment. Toutefois, l'engagement de la médiathèque de la HEP-BEJUNE dans la réorganisation des bibliothèques scolaires est essentiel.

Dépendantes de la nouvelle structure du Centre jurassien d'enseignement et de formation (CEJEF), les Divisions artisanale, commerciale, gymnasiale et santé-social-arts possèdent leur propre bibliothèque ou médiathèque⁶⁵. Seule la division technique⁶⁶ n'a jamais pu s'offrir une bibliothèque, par manque de volonté et de moyens. Au niveau des écoles moyennes et supérieures, il n'existe pas de politique établie des bibliothèques. Malgré leur dynamisme et les échanges ponctuels, elles fonctionnent de façon indépendante. Si les contacts sont conviviaux, les relations avec la direction et avec les enseignants sont loin de satisfaire les bibliothécaires. En ce sens, il serait nécessaire de redéfinir les missions de la bibliothèque dans un espace pédagogique d'accès à l'information en clarifiant le rôle des bibliothécaires et des enseignants.

⁶¹ Une bibliothèque/médiathèque est incluse dans le projet d'agrandissement prévu pour 2011.

⁶² Bibliothèques scolaires jurassiennes. Rapport du groupe de travail institué par arrêté ministériel du 18 avril 1995.

⁶³ C'est notamment le cas pour le montant alloué aux livres : rares sont les classes pouvant bénéficier de la subvention cantonale maximale de CHF 300.- prévue dans l'Ordonnance pour les bibliothèques et la promotion de la lecture (art. 27, alinéa 3 RSJU 444.221).

⁶⁴ Entretien avec Alain Beuchat, du 19 juin 2007.

⁶⁵ Division artisanale : Bibliothèque de l'Ecole professionnelle artisanale de Delémont. Division commerciale ; Médiathèque de l'Ecole de commerce de Delémont. Division gymnasiale ; Médiathèque du Lycée cantonal. Division santé-social-arts ; Médiathèque de l'Ecole de culture générale et Bibliothèque de l'Ecole des métiers de la santé et du social.

⁶⁶ Anciennement Ecole d'horlogerie et de microtechnique de Porrentruy.

4.3 Tableaux récapitulatifs

4.3.1 Forces et faiblesses

Un tableau récapitulatif met en exergue les forces et les faiblesses du système dégagées dans les chapitres précédents. Cet état de la situation a conditionné le choix des propositions développées sous forme de fiches descriptives dans le chapitre 5.

FORCES	FAIBLESSES
1. Politique générale	
<ul style="list-style-type: none"> • Une complémentarité des services et de l'offre • Une bonne desserte de base auprès de la population jurassienne • Un taux de fréquentation global réjouissant • Des infrastructures correspondant aux normes de la CLP (Communauté des bibliothèques suisses de lecture publique) 	<ul style="list-style-type: none"> • Une absence de politique cantonale cohérente et fédératrice pour les bibliothèques • Une législation inadaptée à l'évolution des besoins et aux changements actuels • Des subventions cantonales insuffisantes pour les bibliothèques de lecture publique • Une organisation cloisonnée de la lecture publique • Un manque d'intérêt des autorités de tutelle pour la cause des bibliothèques et des bibliothécaires • Un soutien inégal de la part des communes
2. Accès à l'information et services à l'utilisateur	
<ul style="list-style-type: none"> • Une gestion informatisée généralisée pour le catalogue et le prêt des documents • Un réel désir des bibliothécaires d'offrir un service de qualité et de répondre aux besoins des usagers • Une expérience de réseau positive (RERO) 	<ul style="list-style-type: none"> • Un système du prêt entre bibliothèques non structuré à l'extérieur de RERO • Une tarification différenciée sur le territoire jurassien (prêt gratuit ou payant) • Le renouvellement des collections compromis par les restrictions budgétaires et l'augmentation du prix du livre
3. Promotion de la lecture et action culturelle	
<ul style="list-style-type: none"> • Des animations pratiquées dans presque toutes les institutions • Des ouvertures vers les partenaires éducatifs, culturels et sociaux (associations, écoles, musées, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Une absence de coordination et de plan d'action pour la promotion de la lecture au niveau cantonal • Un manque de moyens pour les actions en faveur de la lecture et auprès des publics en marge
4. Formation et échanges professionnels	
<ul style="list-style-type: none"> • Un bon niveau de professionnalisme chez les bibliothécaires • Une formation de base bien représentée • Un désir de perfectionnement chez les professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Une offre de formation continue insuffisante au niveau cantonal • Une offre de formation continue inégale d'une institution à l'autre • Des déplacements à l'extérieur exigeant beaucoup de temps

5. Bibliothèque et école	
<ul style="list-style-type: none"> • Une implantation régulière dans les écoles supérieures (sauf Ecole professionnelle de Porrentruy) • De petites bibliothèques présentes dans les écoles secondaires (sauf Collège de Delémont) • Des actions de promotion de la lecture novatrices grâce au dynamisme de la chargée de mission à la promotion de la lecture • Un regain d'intérêt pour la lecture chez les étudiants de la HEP et chez les jeunes enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> • Un manque de politique générale au niveau du Département de la Formation, de la Culture et des Sports • Un service dans les écoles primaires insuffisant, lacunaire, dépendant de la bonne volonté des enseignants • Une inégalité de traitement des enfants pour l'accès à l'information lorsque le prêt est payant • Un manque de reconnaissance des compétences des bibliothécaires • Un manque d'intérêt des enseignants pour la bibliothèque

4.3.2 Opportunités et risques

Nous avons relevé les opportunités et les risques qui caractérisent la situation actuelle. Ces facteurs sont déterminants dans la mise en œuvre de projets.

OPPORTUNITÉS	RISQUES
<ul style="list-style-type: none"> • Une Commission de coordination des bibliothèques ouverte à des propositions de changement • Des envies de collaborations transversales partagées par la plupart des professionnels • Des expériences de collaborations fructueuses pour des actions ponctuelles • Une ouverture des communes centres à l'intercommunalité • Des professionnels passionnés par leur métier • Un désir de perfectionnement chez les professionnels • Une association de professionnels bien établie et organisée (AJB) • Un climat propice à la restructuration des bibliothèques scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Un manque de disponibilité des membres de la Commission de coordination des bibliothèques • Une volonté inégale de collaboration institutionnelle • Des soucis internes de certains professionnels noyant toute perspective de collaboration • Un danger de plafonnement voire de réduction des financements des collectivités publiques • Un manque d'engagement des responsables de la culture au niveau de la promotion du livre et de la lecture • Un manque chronique de ressources humaines et financières freinant la mise en œuvre de nouveaux projets à tous les niveaux • Une association (AJB) limitée dans le développement et la réalisation de projets en raison du statut de « membre individuel » de ses représentants

5 PROPOSITIONS

5.1 Objectifs généraux

Le choix des propositions que nous soumettons à la Commission de coordination des bibliothèques se base sur des besoins exprimés et des observations personnelles.

Afin de fixer les principaux axes de développement des bibliothèques et de renforcer la conduite d'une politique générale, la Commission de coordination des bibliothèques et le bibliothécaire cantonal ont besoin d'un cadre de référence et d'une législation à jour pour mener à bien leurs actions. L'actuel bibliothécaire cantonal part prochainement en retraite. Cette situation de changement amène à une redéfinition du cahier des charges de son successeur. Nos propositions vont dans le sens de clarifier la mission de ce dernier en lui attribuant un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets touchant les bibliothèques et la lecture (projets 4, 13 et 16).

L'utilisateur est présent dans toutes les étapes de notre réflexion. Notre priorité est d'offrir un service équitable à tous les citoyens du canton et d'améliorer l'accès à l'information et aux collections, en facilitant la circulation des livres et des personnes. Nous aimerions inciter la Commission et les responsables d'institution à faire des choix stratégiques sur les possibilités de mise en réseau des systèmes de gestion de bibliothèque à l'échelle cantonale. Nous proposons également un nouveau service en ligne orienté sur l'exploitation des contenus des ressources documentaires jurassiennes qui s'adresse à toute la population. Nous souhaitons satisfaire les besoins émis par les scientifiques en proposant le dépouillement de revues spécialisées. Si le lobbying est peu pratiqué par les bibliothécaires, il peut avoir un impact important sur les non-publics pour les sensibiliser à la bibliothèque et à la lecture (projets 2, 3, 5, 6, 8, 9, 10, 11 et 18).

Les actions pour la promotion du livre et de la lecture ont besoin d'appui des instances culturelles et politiques dans leur organisation et leur coordination. Les perspectives de développement vont si possible dans le sens d'une ouverture vers l'Arc jurassien (projets 2, 3, 10, 11, 12, 14 et 17).

Nous avons aussi ressenti l'importance d'améliorer la connaissance de la réalité de l'autre, de permettre des collaborations transversales, de promouvoir les échanges et de réfléchir à tous les moyens possibles de collaboration pour faciliter le travail des professionnels (projets 1, 7, 11, 12, 17 et 18).

Pour offrir un service de qualité et rester en phase avec l'évolution des pratiques et plus particulièrement des technologies, le personnel des bibliothèques doit avoir la possibilité de suivre des cours de formation continue. Pour faciliter l'accueil de stagiaires et d'apprenants, nous proposons la mise en place d'un dispositif adéquat (projets 2 et 8).

Dans le développement de projets concernant les écoles, nous avons volontairement privilégié les bibliothèques des écoles obligatoires dont les manques sont les plus significatifs. Notre objectif est de déclencher le processus de restructuration des bibliothèques scolaires par l'élaboration d'un plan d'action afin de garantir une offre documentaire équitable et adaptée aux besoins des élèves (projets 9 et 15).

5.2 Liste des propositions

Classement par thèmes

POLITIQUE GÉNÉRALE : projets 4, 13 et 16

ACCÈS À L'INFORMATION ET SERVICES À L'UTILISATEUR : projets 2, 3, 5, 6, 8, 9, 10, 11 et 18

PROMOTION DE LA LECTURE ET ACTION CULTURELLE : projets 14 et 17

FORMATION ET ÉCHANGES PROFESSIONNELS : projets 1, 7 et 12

BIBLIOTHÈQUE ET ÉCOLE : projets 9 et 15

Classement par ordre alphabétique

1.	Accueil de stagiaires et d'apprenants.....	p. 29
2.	Alliance interjurassienne.....	p. 30
3.	BibliOpass jurassien.....	p. 31
4.	Cahier des charges du bibliothécaire cantonal.....	p. 32
5.	Campagne de sensibilisation.....	p. 33
6.	Dépouillement des revues scientifiques.....	p. 34
7.	Formation à l'usage des professionnels.....	p. 35
8.	Gratuité du prêt des documents pour tous.....	p. 36
9.	Gratuité du prêt des documents pour tous les enfants.....	p. 37
10.	Guichet virtuel du savoir jurassien.....	p. 38
11.	Intégration des bibliothèques jurassiennes dans RERO.....	p. 39
12.	Journée des bibliothèques et des bibliothécaires.....	p. 41
13.	Mise à jour des textes législatifs.....	p. 42
14.	Personne ressource pour la promotion du livre et de la lecture.....	p. 43
15.	Plan d'action pour les bibliothèques scolaires.....	p. 44
16.	Plan directeur des bibliothèques jurassiennes.....	p. 45
17.	Plate-forme <i>Bibliothèques animations</i> sur le site Juralecture.....	p. 46
18.	Prêt entre bibliothèques jurassiennes.....	p. 47

5.3 Catalogue des propositions

5.3.1 Accueil de stagiaires et d'apprenants

Titre du projet	Accueil de stagiaires et d'apprenants	Fiche 1
Objectif	Mettre en place un programme donnant une vue d'ensemble des possibilités de stages pour permettre aux bibliothèques formatrices et aux institutions d'accueil d'en coordonner la planification.	
Identification des besoins	Le dispositif concerne trois catégories de stages : stages d'information, stages pré-HES obligatoires et stages pour les apprenants AID. Régulièrement sollicitées par des demandes de stages, les bibliothèques connaissent quelques difficultés à les planifier.	
Avantages	Pour les demandeurs de stages : une offre élargie et adaptée à leur profil. Pour les bibliothèques formatrices : une organisation optimisée des stages. Pour les partenaires : une meilleure évaluation des demandes et une planification anticipée des stages.	
Perspectives de développement	Développement d'une politique concertée entre institutions pour l'engagement d'apprenants AID. Ouverture à d'autres bibliothèques de l'Arc jurassien. Régulation des modes de rémunération des stagiaires pré-HES.	
Obstacles	Difficulté à trouver des institutions qui s'engagent à l'accueil de stagiaires sur le long terme. Suivi du dossier contraignant.	
Impact	Organisation facilitée et optimisée pour toutes les parties.	
Mandant	Commission de coordination des bibliothèques.	
Mandataire	Bibliothèque cantonale jurassienne (coordinatrice du projet).	
Partenaires	Bibliothèques formatrices (BiCJ, BVD, LCP, SIC). Institutions susceptibles d'accueillir des stagiaires. Service de l'orientation professionnelle (stages d'information). Haute école de gestion de Genève (stages pré-HES).	
Mise en œuvre	1. Dresser une liste des institutions susceptibles d'accueillir des stagiaires, les inviter à devenir partenaires, déterminer avec elles les modalités et conditions d'accueil (type de stages, fréquence, période, durée, etc.). 2. Déterminer le mode de gestion. 3. Rédiger une fiche pour chaque type de stages. 4. Rendre l'information accessible en ligne. 5. Assurer un suivi (relation avec les partenaires, recrutement de nouveaux partenaires, mise à jour, etc.).	
Ressources	Temps de travail pour la mise en route et la coordination.	
Remarque	—	

5.3.2 Alliance interjurassienne

Titre du projet	Alliance interjurassienne	Fiche 2
Objectif	Créer une institution patrimoniale interjurassienne entre la Bibliothèque cantonale jurassienne et Mémoires d'Ici ⁶⁷ par la mise en commun des ressources documentaires.	
Identification des besoins	Souhait des deux partenaires. Volonté d'ouvrir l'espace interjurassien. Le projet fait partie des 26 propositions d'institutions communes établies par les Gouvernements jurassien et bernois en 1999 ⁶⁸ .	
Avantages	Accès centralisé aux collections pour les utilisateurs. Collaboration interjurassienne. Visibilité des collections de Mémoires d'Ici par le biais de RERO.	
Perspective de développement	Intégration d'autres institutions du même type (archives, musées, etc.).	
Obstacle	Coût de cotisation.	
Impact	Amélioration de la collaboration interjurassienne (Jura bernois et espace BEJUNE).	
Mandants	Direction de l'instruction publique du canton de Berne et Département de la Formation, de la Culture et des Sports du canton du Jura.	
Mandataires	Bibliothèque cantonale jurassienne et Mémoires d'Ici.	
Partenaire	—	
Mise en œuvre	1. Rédiger et signer une convention de partenariat. 2. Intégrer les collections de Mémoires d'Ici dans RERO (assurer une liaison informatique et l'installation du matériel informatique ; prévoir la formation du personnel en place ; éventuellement engager du personnel supplémentaire ; etc.).	
Ressources	Ressources humaines existantes pour l'établissement de la convention. Liaison informatique et ordinateurs. Formation du personnel : prise en charge par la BiCJ. Personnel complémentaire pour l'intégration. Coût de l'inscription à RERO (cf. annexe 5).	
Remarque	Le projet devient caduc en cas de mise en œuvre du projet 11 (Intégration des bibliothèques jurassiennes dans un réseau).	

⁶⁷ Centre de recherche et de documentation du Jura bernois, <http://www.m-ici.ch/> (site consulté le 26 août 2007).

⁶⁸ Le Quotidien jurassien du 28 août 1999.

5.3.3 BibliOpass jurassien

Titre du projet	BibliOpass jurassien	Fiche 3
Objectif	Instaurer une carte unique (BibliOpass) pour l'accès aux bibliothèques dans le canton du Jura.	
Identification des besoins	Le Jura est une région périphérique, où la mobilité est forte notamment chez les étudiants qui fréquentent les bibliothèques hors du canton et celles de leur lieu de résidence. De plus en plus répandue en Suisse, la carte unique favorise le passage des lecteurs d'une bibliothèque à l'autre et facilite les transactions de prêts.	
Avantages	Le BibliOpass favorise la libre circulation des personnes dans les bibliothèques. Il permet à un lecteur enregistré dans une bibliothèque d'emprunter des documents dans n'importe quelle autre bibliothèque rattachée au réseau avec la même carte. Il évite à l'utilisateur de cumuler plusieurs cartes.	
Perspectives de développement	Adhésion de toutes les bibliothèques du canton du Jura. Adhésion des bibliothèques du Jura bernois et de l'espace BEJUNE.	
Obstacles	La tarification du prêt. Le financement de l'émission de nouvelles cartes.	
Impacts	Un BibliOpass permet une mobilité accrue des lecteurs au sein du réseau en fonction de leurs besoins. La création d'un BibliOpass jurassien démontre une volonté de cohésion du réseau des bibliothèques du canton. Elément promotionnel, la carte unique aide à l'identification collective de la bibliothèque dès le plus jeune âge (on possède une carte de bibliothèque valable partout comme on possède une carte d'identité !).	
Mandants	Commission de coordination des bibliothèques des bibliothèques et le bibliothécaire cantonal.	
Mandataire	Bibliothécaire cantonal.	
Partenaires	Toutes les bibliothèques intéressées.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaboration d'un projet par le mandataire. 2. Soumission à la Commission et présentation aux institutions. 3. Accord des partenaires. 4. Recherche de financement. 5. Réalisation (graphisme et production / phase de test). 6. Diffusion et information aux utilisateurs et à la population. 	
Ressources	L'adhésion au BibliOpass est gratuite. Coût de la carte ⁶⁹ (graphisme et production). Ressources humaines pour la mise en place.	
Remarques	Conditions cf. annexe 6. Informations sous : http://www.bibliopass.ch ⁷⁰ .	

⁶⁹ Pour information, la maison Bimier à Angers réalise 20'000 cartes pour un montant de €6'000.- <http://www.bimier-marquage.fr/> (site consulté le 25 août 2007).

⁷⁰ Site consulté le 26 août 2007.

5.3.4 Cahier des charges du bibliothécaire cantonal

Titre du projet	Cahier des charges du bibliothécaire cantonal	Fiche 4
Objectif	Déterminer avec précision le rôle et les tâches du bibliothécaire cantonal pour l'élaboration d'un cahier des charges.	
Identification des besoins	Nécessité de préciser les rôles respectifs du bibliothécaire cantonal et de la Commission de coordination en matière de coordination et de développement du réseau des bibliothèques dans le cadre d'une politique au niveau cantonal qui renforce et clarifie les compétences du bibliothécaire cantonal. Ce renforcement est souhaité par les professionnels. Mise au concours imminente en raison du départ à la retraite de l'actuel bibliothécaire cantonal.	
Avantage	Facilité d'action des acteurs si les rôles sont clairement définis.	
Perspectives de développement	Elargissement des collaborations avec des partenaires culturels (musées, archives, affaires culturelles, etc.). Intégration des bibliothèques dans les projets culturels.	
Obstacle	—	
Impact	Consolidation et cohérence d'un réseau jurassien des bibliothèques.	
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.	
Mandataires	Bibliothécaire cantonal, Office de la culture, Service du personnel.	
Partenaire	Commission de coordination des bibliothèques.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rédaction du projet de cahier des charges par les mandataires. 2. Soumission du projet à la Commission de coordination des bibliothèques par le bibliothécaire cantonal 3. Lecture, modification et adoption par la Commission. 4. Soumission au Service du personnel. 5. Adoption par le Gouvernement. 	
Ressources	Jetons de présence et ressources humaines.	
Remarque	Dans la perspective de repourvoir le poste de bibliothécaire cantonal en septembre 2008, quelques pistes pour l'élaboration d'un cahier des charges sont mentionnées en annexe 4.	

5.3.5 Campagne de sensibilisation

Titre du projet	Campagne de sensibilisation	Fiche 5
Objectif	Entretenir activement l'image et la présence des bibliothèques jurassiennes auprès du monde politique et des non-publics.	
Identification des besoins	Dynamiser l'image des bibliothèques jurassiennes auprès des publics qui ne fréquentent pas ou plus les bibliothèques, en particulier les jeunes et les personnes actives.	
Avantages	Meilleur ancrage de la bibliothèque dans la conscience collective. Amélioration de la perception des bibliothèques par le monde politique. Un label commun implique une reconnaissance des bibliothèques toutes catégories confondues par la population (ex. croix verte pour les pharmacies).	
Perspective de développement	Mise en place d'une stratégie de lobbying pour les bibliothèques.	
Obstacles	Le lobbying est un concept encore peu développé dans les bibliothèques. Le coût du matériel d'outils promotionnels est élevé (logo, affiches, etc.).	
Impact	Fréquentation de la bibliothèque par de nouveaux publics.	
Mandant	Commission de coordination des bibliothèques.	
Mandataires	Commission de coordination des bibliothèques, bibliothécaire cantonal.	
Partenaires	Bibliothèques du canton, Service de l'information et de la communication (pour les conseils et les relations publiques).	
Mise en œuvre	1. Former un groupe de travail. 2. Enumérer les actions à mettre en place (logo commun, portail, carte de lecteur, campagne d'affichage, charte, annonces publicitaires, communiqués de presse, contacts personnalisés avec les parlementaires, etc.). 3. Mettre en œuvre des actions choisies (répartition des tâches, recherche de financement, etc.).	
Ressources	Ressources humaines et coûts liés aux actions de lobbying.	
Remarques	Penser aux sponsors privés. Ce concept pourrait être discuté à l'occasion d'un événement spécifique organisé par un grand nombre de bibliothèques (Journées des bibliothèques, Etats généraux, etc.) afin de sonder les partenaires pour savoir lesquels seraient intéressés.	

5.3.6 Dépouillement des revues scientifiques

Titre du projet	Dépouillement des revues scientifiques	Fiche 6
Objectif	Mettre à disposition des utilisateurs les articles des revues scientifiques pour faciliter leurs recherches.	
Identification des besoins	Les usagers des bibliothèques spécialisées constatent un manque dans le dépouillement d'articles scientifiques indispensables à la recherche.	
Avantages	Gain de temps important pour les utilisateurs grâce à l'accès aux ressources spécialisées via le catalogue. Les bibliothèques jurassiennes renforcent leur partage de l'information dans RERO et contribuent à l'enrichissement du réseau.	
Perspectives de développement	Elargir le principe de dépouillement aux périodiques électroniques. Développer la recherche de sources d'informations en ligne par la veille documentaire. Instaurer une « veille en réseau » entre les institutions de même nature.	
Obstacle	Travail à long terme qui demande un suivi régulier et un investissement de temps important.	
Impact	Favoriser la recherche.	
Mandant	Bibliothécaire cantonal.	
Mandataires	Bibliothèque cantonale jurassienne et bibliothécaire coordinatrice RERO.	
Partenaires	Collaborateurs scientifiques des bibliothèques spécialisées pour le choix des revues.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. S'informer de la politique des bibliothèques suisses concernant le dépouillement des revues scientifiques. 2. Créer des partenariats nationaux et internationaux avec des institutions de même type pour définir une politique coordonnée de dépouillement. 3. Définir une méthodologie. 4. Répartir les tâches. 5. Assurer le suivi (état annuel d'avancement du travail). 	
Ressources	Rattrapage par mandats. Suivi par le personnel en place.	
Remarque	Ce projet concerne les bibliothèques spécialisées de la Section d'archéologie et paléontologie, de l'Office des eaux et de la protection de la nature, du Centre médico-psychologique, etc.	

5.3.7 Formation à l'usage des professionnels

Titre du projet	Formation à l'usage des professionnels	Fiche 7
Objectif	Offrir un choix ciblé de cours de formation continue aux professionnels des bibliothèques pour renforcer leurs compétences.	
Identification des besoins	<p>Besoin unanime et forte demande de la part des professionnels d'améliorer leurs connaissances en particulier dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (RFID⁷¹, Web 2.0 : réseaux participatifs, forums, blogs, wikis, etc.).</p> <p>Nécessité de trouver des solutions pour gérer la masse documentaire.</p> <p>Nécessité constante de s'adapter à l'évolution de la profession.</p>	
Avantages	<p>Augmentation des compétences professionnelles.</p> <p>Implication des bibliothécaires dans le rôle de formateur et de prestataire de services.</p> <p>Qualité des services renforcée auprès des utilisateurs.</p>	
Perspective de développement	Création d'un pôle de conseils et de formation pour les nouvelles technologies (projet intégré dans la proposition de cahier des charges du bibliothécaire cantonal, projet 3).	
Obstacle	Le financement des cours.	
Impact	<p>Collaboration intensifiée entre les différents partenaires.</p> <p>Service optimisé auprès des utilisateurs (aide à la recherche, services en ligne, etc.).</p>	
Mandant	Bibliothécaire cantonal.	
Mandataires	Groupe de travail dirigé par le bibliothécaire cantonal.	
Partenaires	Bibliothèques jurassiennes, Commission de coordination des bibliothèques, Association jurassienne de bibliothécaires, bibliothécaire coordinatrice RERO, responsables des cours de formation continue de l'Administration cantonale et de la HEP-BEJUNE.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Désignation d'un groupe de travail. 2. Inventaire de l'offre actuelle (cours de l'Administration cantonale, de la HEP-BEJUNE, de l'AJB, formations extérieures au canton, etc.). 3. Définition des besoins. 4. Développement de l'offre et organisation de nouveaux cours. 5. Présentation d'un programme. 	
Ressources	<p>Ressources humaines pour l'élaboration du programme.</p> <p>Coût des cours de formation.</p> <p>Frais d'organisation.</p>	
Remarque	—	

⁷¹ Identification par radiofréquence.

5.3.8 Gratuité du prêt des documents pour tous

Titre du projet	Gratuité du prêt des documents pour tous	Fiche 8
Objectif	Instaurer le prêt gratuit des documents sur l'ensemble du territoire du canton du Jura en inscrivant le principe dans la législation.	
Identification des besoins	Volonté des professionnels de réguler la situation à l'échelle cantonale pour un accès à l'information et à la lecture identique pour tous.	
Avantages	<p>Action de lutte contre l'illettrisme par la suppression de toute barrière d'accès à la lecture.</p> <p>Action sociale envers une frange de la population défavorisée.</p> <p>Moyen incitatif à la fréquentation des bibliothèques face à la concurrence de l'internet gratuit.</p> <p>Moyen de fidéliser les utilisateurs notamment les adolescents.</p> <p>La gratuité facilite la libre circulation des lecteurs (carte unique) et des documents (prêt entre bibliothèques).</p>	
Perspective de développement	Utilisation du modèle pour d'autres domaines culturels.	
Obstacle	Le manque à gagner provenant des taxes d'abonnement.	
Impact	Hausse sensible du nombre d'emprunteurs.	
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.	
Mandataires	Un groupe de travail composé de professionnels des bibliothèques et de juristes, dirigé par le bibliothécaire cantonal en collaboration avec la Commission de coordination des bibliothèques (cf. remarque projet 13).	
Partenaires	Autorités cantonales et communales, bibliothèques et institutions concernées.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Discussion sur le principe au sein de la Commission de coordination des bibliothèques. 2. Prise de décision. 3. Rédaction d'un argumentaire. 4. Rencontre avec les partenaires concernés et les politiques sur le principe et recherche de solutions financières. 5. Evaluation des chances de réussite. 6. Inscription du principe dans le processus de révision de la législation. 	
Ressources	Environ CHF 48'000.- ⁷² , en ajoutant les coûts liés à une éventuelle augmentation des heures de prêt due à la hausse du nombre de lecteurs.	
Remarques	<p>Réfléchir à une nouvelle répartition financière pour les bibliothèques par habitant.</p> <p>Prendre comme exemple, les modèles neuchâtelois et valaisan.</p> <p>La mise en œuvre de ce projet rend caduc le projet 9 (Gratuité du prêt des documents pour tous les enfants).</p>	

⁷² Total des cotisations annuelles (données 2006): CHF 48'256.-

Bibliobus : CHF 30'000.- ; BM Porrentruy : CHF 11'080.- ; BJ Porrentruy : CHF 6'586.- ; Bibliothèque aux mille et un livres Bassecourt : CHF 590.-

5.3.9 Gratuité du prêt des documents pour tous les enfants

Titre du projet	Gratuité du prêt des documents pour tous les enfants	Fiche 9
Objectif	Normaliser la gratuité du prêt des livres aux enfants en âge de scolarité dans toutes les bibliothèques du territoire cantonal.	
Identification des besoins	Remédier à une inégalité de traitement qui voit certaines bibliothèques fonctionnant comme bibliothèques scolaires exiger une taxe annuelle pour l'emprunt de documents, alors que, par principe, l'accès à la bibliothèque est gratuit dans le cadre scolaire.	
Avantages	Équité pour les élèves qui n'ont pas de bibliothèques dans les écoles. Action de promotion de la lecture. Action de prévention contre l'illettrisme.	
Perspective de développement	—	
Obstacle	Incidences financières.	
Impact	Augmentation de la fréquentation des bibliothèques de lecture publique.	
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.	
Mandataire	Service de l'enseignement.	
Partenaires	Commission de coordination des bibliothèques, bibliothèques pratiquant le prêt payant pour les enfants et leurs autorités de tutelle.	
Mise en œuvre	1. Création d'un groupe de travail mandaté par le SEN. 2. Recherche de solutions internes (pratiques et financières). 3. Rédaction d'un argumentaire. 4. Concertation avec les autorités scolaires et communales.	
Ressources	Incidence financière sur les bibliothèques environ CHF 13'000.- (recettes des abonnements) ⁷³ . Ressources humaines pour la mise en œuvre du projet.	
Remarques	Certaines communes desservies par le Bibliobus offrent déjà l'abonnement gratuit aux enfants. La gratuité pour les enfants est une pratique courante dans les bibliothèques de lecture publique en Suisse (Bâle, Berne, Genève, Neuchâtel, Valais, Zurich, etc.). Le projet devient caduc en cas de mise en œuvre du projet 8 (Gratuité du prêt des documents pour tous).	

⁷³ Total des cotisations (données 2006) : CHF 13'236.-

Bibliobus : enfants 2'284 (sans Jura bernois) x CHF 4.- = CHF 9136.- / BJ Porrentruy : CHF 4'100.-

5.3.10 Guichet virtuel du savoir jurassien

Titre du projet	Guichet virtuel du savoir jurassien	Fiche 10
Objectifs	Répondre en ligne à toute question concernant le Jura. Valoriser les contenus des ressources documentaires jurassiennes. Proposer un service à distance pour le public, y compris celui qui ne fréquente pas les bibliothèques.	
Identification des besoins	Atteindre un public actif qui n'a ni le temps ni l'habitude de fréquenter les bibliothèques. Mettre en valeur les ressources documentaires jurassiennes en utilisant la technologie actuelle.	
Avantages	Mise en réseau des savoirs. Service personnalisé et à distance. Valorisation des compétences des bibliothécaires.	
Perspectives de développement	Les informations traitées dans le guichet virtuel peuvent être mises en ligne et enrichies dans un projet de wiki ⁷⁴ Jura. Elargissement du projet à l'Arc jurassien (espace BEJUNE).	
Obstacle	Multiplicité des intervenants.	
Impacts	Sensibilisation de la population à son environnement historique, politique, culturel, administratif, financier, etc. Promotion des bibliothèques et des services partenaires qui font connaître leurs ressources.	
Mandant	La Commission de coordination des bibliothèques.	
Mandataires	Groupe de travail constitué de représentants du Service de l'information et de la communication et de la Bibliothèque cantonale.	
Partenaires	Les bibliothèques du canton, les services, institutions et personnes susceptibles de répondre aux questions.	
Mise en œuvre	1. Former un groupe de pilotage afin de définir la procédure et assurer la réalisation. 2. Définir l'infrastructure technique. 3. Etablir une charte, sur l'exemple du guichet virtuel suisse ⁷⁵ . 4. Obtenir l'accord des différents partenaires. 5. Mettre en route une phase de test. 6. Informer les médias et la population.	
Ressources	Prix du logiciel ⁷⁶ . Temps de travail pour la mise en fonctionnement. Temps consacré aux réponses (30 à 45 minutes par réponse).	
Remarques	Les questions/réponses les plus intéressantes ou les plus insolites pourraient paraître régulièrement dans la presse locale, sur le site internet du canton, etc. Pour information, le guichet du savoir de la Bibliothèque municipale de Lyon ⁷⁷ fut réalisé en 3 mois !	

⁷⁴ Le public peut éditer, compléter, corriger les informations existantes et créer de nouvelles pages. C'est une façon originale de conserver le savoir des « micro experts ».

⁷⁵ <http://www.nb.admin.ch/slb/dienstleistungen/swissinfodesk/01142/index.html?lang=fr> (site consulté le 25 août 2007).

⁷⁶ A Lyon, *Invision Power Board*, logiciel professionnel pour forums de discussion, licence : env. CHF 90.- par année.

⁷⁷ <http://www.guichetdusavoir.org> (site consulté le 25 août 2007).

5.3.11 Intégration des bibliothèques jurassiennes dans RERO

Titre du projet	Intégration des bibliothèques jurassiennes dans RERO	Fiche 11
Objectif	Fédérer les bibliothèques jurassiennes par le biais d'une interface unique pour faciliter l'accès à l'ensemble des ressources du réseau.	
Identification des besoins	<p>La mise en commun des ressources est une garantie de pérennité et une force de conviction envers les politiques. Opportunité d'anticiper les changements avant qu'ils ne soient imposés dans l'urgence en raison de restrictions budgétaires des pouvoirs publics.</p> <p>L'établissement d'un réseau de bibliothèques est une volonté politique spécifiée dans l'Ordonnance⁷⁸.</p> <p>Souhait des professionnels de profiter des avantages du réseau pour informatiser leurs collections et les rendre visibles à l'intérieur et à l'extérieur du canton.</p>	
Avantages	<p>Un outil commun est fédérateur !</p> <p>Décloisonnement des bibliothèques actuellement hors RERO, notamment celles de la lecture publique.</p> <p>Perception cohérente des bibliothèques jurassiennes et de leurs collections par le grand public.</p> <p>Mutualisation des ressources et des compétences (formation, politique d'acquisition, catalogage partagé, échange de personnel, etc.).</p> <p>Circulation facilitée des documents (prêt entre bibliothèques)</p> <p>Carte unique de lecteur établie d'office.</p> <p>Service technique et développements garantis au niveau du système.</p>	
Perspectives de développement	<p>Intégration des centres de documentation des institutions bi-cantonales (Fondation rurale interjurassienne, etc.).</p> <p>Intégration des bibliothèques scolaires.</p> <p>Mise sur pied d'une politique concertée des acquisitions entre les différents types de bibliothèques.</p> <p>A moyen terme, création d'un portail documentaire donnant accès à l'ensemble des ressources et des services des bibliothèques jurassiennes (par exemple : développement de Juralecture⁷⁹).</p>	
Obstacles	<p>RERO est plus onéreux qu'un système autonome dans le cas des bibliothèques municipales (budget d'acquisition et nombre de logins assez élevé en raison des postes à temps partiels et des apprenants).</p> <p>Configuration particulière du Bibliobus.</p> <p>RERO n'est pas spécifique aux besoins de la lecture publique.</p> <p>La collaboration interinstitutionnelle n'est pas une priorité chez certains partenaires.</p> <p>L'appréhension de la part du personnel d'intégrer un nouveau système et de s'y adapter.</p> <p>La peur de la perte d'autonomie.</p>	

⁷⁸ Art. 4a, Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

⁷⁹ <http://www.juralecture.ch/> (site consulté le 26 août 2007).

	La dépendance d'un grand système peut engendrer certaines incommodités (lenteurs, arrêts de programme pour migration, etc.).
Impacts	Visibilité accrue auprès du public. Optimisation des ressources mises en commun.
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.
Mandataires	Un groupe de travail dirigé par le bibliothécaire cantonal avec la collaboration de la Commission de coordination des bibliothèques.
Partenaires	La Bibliothèque cantonale jurassienne, les bibliothèques municipales de Delémont et Porrentruy, le Bibliobus, la HEP-BEJUNE, les services informatiques du canton et des municipalités.
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etude des possibilités structurelles et financières d'intégrer les bibliothèques partenaires dans RERO (contacts particuliers avec les bibliothèques de lecture publique et la HEP-BEJUNE). 2. Prise de décisions politiques. 3. Signature de conventions qui définissent les responsabilités, le suivi, la répartition des coûts, les modalités d'usage, etc. 4. Migration des bibliothèques concernées dans RERO.
Ressources	Ressources humaines des institutions concernées. Coût de la migration ⁸⁰ . Cotisations : RERO/RBNJ ⁸¹ (annexe 5). Matériel : connexion et postes informatiques.
Remarques	La volonté politique d'une mise en réseau des bibliothèques jurassiennes dans RERO implique de trouver une solution pour que les frais à la charge des partenaires n'excèdent pas ceux d'aujourd'hui, en imaginant une prise en charge partielle des cotisations par le canton. La migration dans RERO peut s'effectuer par étapes. Actuellement, la HEP-BEJUNE étudie la possibilité d'une éventuelle adhésion dans RERO. Prendre comme exemple les bibliothèques des jeunes de La Chaux-de-Fonds qui ont migré dans RERO en juin 2007. Si ce projet voit le jour, il inclut la réalisation des projets 3 (BibliOpass jurassien) et 18 (Prêt entre bibliothèques jurassiennes).

⁸⁰ Pour exemple, les frais de la migration de la Bibliothèque des jeunes de la Chaux-de-Fonds, 43'000 notices, se sont élevés à CHF 8'000.- (chiffre transmis par Jacques-André Humair le 22 août 2006).

⁸¹ L'estimation annuelle pour les bibliothèques municipales de Delémont, Porrentruy et le Bibliobus est d'environ CHF 83'000.- (annexe 4).

5.3.12 Journée des bibliothèques et des bibliothécaires

Titre du projet	Journée des bibliothèques et des bibliothécaires	Fiche 12
Objectif	Instaurer un événement régulier (annuel ou bisannuel) donnant la possibilité aux professionnels des bibliothèques de se rencontrer pour échanger, de participer à des conférences et à des ateliers et d'être informés de la réalité bibliothéconomique jurassienne.	
Identification des besoins	Souhait des professionnels. Connaissance de la réalité de l'autre.	
Avantages	Enrichissement professionnel. Mise en commun d'expériences. Possibilité de bénéficier de l'expertise d'intervenants extérieurs.	
Perspectives de développement	Elargissement au Jura bernois (organisation en collaboration avec la Sous-commission pour la partie francophone de la Commission pour les bibliothèques scolaires et les bibliothèques communales du canton de Berne). Ouverture à l'espace BEJUNE et à d'autres partenaires selon les thématiques de la Journée (archives, musées, etc.).	
Obstacle	—	
Impact	Mise en place de réseaux professionnels.	
Mandant	Commission de coordination des bibliothèques.	
Mandataires	Commission de coordination des bibliothèques et Bibliothèque cantonale jurassienne.	
Partenaires	Bibliothèques et Association jurassienne de bibliothécaires.	
Mise en œuvre	1. Rédiger une marche à suivre. 2. Définir le calendrier. 3. Organiser la manifestation.	
Ressources	Conférenciers (CHF 2'000.- à 3'000.-). Location salle, invitations, intendance, etc. (CHF 1'000.- à 2'000.-).	
Remarques	Le choix du thème et du conférencier pourrait se faire en collaboration avec les institutions à tour de rôle selon leurs spécificités (écoles supérieures, bibliothèques de lecture publique, bibliothèques des jeunes, etc.). On pourrait organiser l'événement à date fixe (p. ex. chaque premier lundi du mois de mai). Organisation en alternance avec le Jura bernois.	

5.3.13 Mise à jour des textes législatifs

Titre du projet	Mise à jour des textes législatifs	Fiche 13
Objectif	Disposer d'une législation en adéquation avec les besoins actuels concernant les bibliothèques et la lecture publique et garantir les développements futurs.	
Identification des besoins	Obsolescence de la législation actuelle (Ordonnance et Directives ⁸²): anciennes appellations, notions dépassées, etc. Prescription de nouveaux principes : lecture publique et accès à l'information, nouvelles technologies, partenariat et réseau, etc. Redéfinition des missions et des responsabilités.	
Avantage	Disposer d'un outil législatif actualisé permettant l'application d'un plan directeur.	
Perspective de développement	La réflexion pourrait déboucher sur le remplacement de l'Ordonnance par une loi sur les bibliothèques ou une loi générale sur l'accès à l'information et au savoir.	
Obstacle	Ampleur de la tâche et manque de temps des milieux professionnels.	
Impact	La législation est une garantie nécessaire à la mise en œuvre de projets concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique.	
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.	
Mandataires	Un groupe de travail dirigé par le bibliothécaire cantonal, composé de professionnels des bibliothèques, de juristes et de membres de la Commission de coordination des bibliothèques.	
Partenaires	Autorités cantonales et communales, bibliothèques et institutions concernées.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Soumission du projet au DFCS conjointement par la Commission de coordination des bibliothèques et par le bibliothécaire cantonal. 2. Désignation d'un groupe de travail par le DFCS. 3. Réflexion globale et relecture des textes / corrections / adaptation / ajout de nouveaux principes, etc. 4. Mise en consultation au DFCS (Ordonnance et Directives) ou au Parlement dans le cas d'une nouvelle loi. 5. Adoption. 6. Entrée en vigueur. 	
Ressources	Jetons de présence + mandat éventuel + Service juridique (pris en charge par le Département) + pourcentage du temps de travail du bibliothécaire cantonal.	
Remarque	L'opportunité de la révision de la législation ouvre le débat sur l'introduction d'une loi sur les bibliothèques qui pourrait intégrer des principes forts comme la gratuité.	

⁸² Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221), Directives concernant les bibliothèques publiques (RSJU 441.221.1), Directives concernant les bibliothèques scolaires (RSJU 441.221.2), modifications des textes s'y référant (Loi scolaire, Loi sur l'encouragement des activités culturelles, etc.).

5.3.14 Personne ressource pour la promotion du livre et de la lecture

Titre du projet	Personne ressource pour la promotion du livre et de la lecture	Fiche 14
Objectif	Confier à une personne la responsabilité du secteur « promotion du livre et de la lecture », afin de coordonner les actions, de les défendre auprès des autorités et de répondre aux demandes.	
Identification des besoins	<p>Actuellement, les partenaires du livre n'ont pas d'interlocuteur désigné pour traiter de promotion du livre et de la lecture. Ce fait est préjudiciable au développement de projets à tous les niveaux.</p> <p>Les initiatives individuelles ou collectives n'arrivent pas à trouver les ressources minimales pour la réalisation de projets.</p> <p>Les attributions financières aux actions pour la lecture sont épisodiques.</p>	
Avantages	<p>La promotion de la lecture est une volonté politique inscrite dans la législation⁸³.</p> <p>Renforcer la place du livre et de la lecture comme vecteur essentiel à la vie démocratique.</p> <p>Faciliter les échanges et la communication entre les acteurs du monde du livre.</p>	
Perspectives de développement	<p>Création d'un poste de chargé de mission pour la promotion du livre en dehors des écoles.</p> <p>Elaboration d'un plan cantonal de développement de la lecture pour la mise en œuvre d'actions concrètes.</p>	
Obstacle	Difficulté de trouver un financement pour cette fonction.	
Impacts	<p>Un renforcement de la promotion de la lecture dans le terrain par des actions ciblées auprès de la population.</p> <p>Une meilleure efficacité au niveau des collaborations transversales de tous les partenaires : centres culturels, bibliothèques, chargée de mission pour la promotion de la culture (écoles), libraires, associations culturelles, créateurs, éditeurs, musées, etc.</p>	
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.	
Mandataires	Chef de l'Office de la culture et Commission de coordination des bibliothèques.	
Partenaire	Bibliothèque cantonale jurassienne.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Clarifier les responsabilités prévues par la législation. 2. Evaluer la tâche en fonction des besoins. 3. Rédiger un cahier des charges. 4. Désigner une personne responsable. 	
Ressources	<p>Temps de travail imparti à la fonction.</p> <p>Budget pour la mise en œuvre d'actions.</p>	
Remarque	Cette fonction pourrait être intégrée dans le cahier des charges du bibliothécaire cantonal.	

⁸³ Art. 1-6, Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221).

5.3.15 Plan d'action pour les bibliothèques scolaires

Titre du projet	Plan d'action pour les bibliothèques scolaires	Fiche 15
Objectif	Mettre en place un plan d'action pour les bibliothèques des écoles obligatoires à l'intention des autorités scolaires, du corps enseignant, des enseignants en charge de la bibliothèque, des bibliothèques partenaires afin de garantir un accès à l'information et à la lecture équitable et satisfaisant pour chaque élève du canton du Jura.	
Identification des besoins	Le manque de politique générale pour les bibliothèques scolaires a pour conséquence une offre documentaire lacunaire et inégale. La redynamisation du système est un souhait exprimé par les enseignants et les bibliothécaires depuis plusieurs années. Les différentes pratiques conduisent à revoir la collaboration avec la bibliothèque de proximité qui fonctionne comme bibliothèque scolaire. La restructuration des bibliothèques scolaires est intrinsèquement liée à la révision de la législation ⁸⁴ .	
Avantages	Un plan d'action clarifie les rôles et responsabilités de tous les partenaires, il harmonise l'offre documentaire pour tous les élèves, il développe des synergies communes autour des actions de la lecture, entre la chargée de mission pour la promotion de la lecture, le corps enseignant et les enseignants/bibliothécaires.	
Perspective de développement	Création d'un réseau jurassien des bibliothèques scolaires. Intégration des bibliothèques scolaires au réseau jurassien.	
Obstacles	Ampleur de la tâche. Manque de ressources humaines et financières.	
Impacts	Optimisation de l'utilisation des ressources documentaires par les élèves. Redynamisation de l'accès à l'information et à la lecture dans les écoles.	
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.	
Mandataires	Service de l'enseignement avec la collaboration de la chargée de mission pour la promotion de la lecture, de la directrice de la médiathèque de la HEP-BEJUNE et du bibliothécaire cantonal.	
Partenaires	Enseignants en charge de bibliothèque, Bibliobus, bibliothèques communales.	
Mise en œuvre	1. Enquête dans les bibliothèques scolaires pour évaluer la situation et les besoins. 2. Analyse des résultats. 3. Réflexion globale et rédaction du plan d'action. 4. Concertation, adoption et mise en place.	
Ressources	Ressources humaines.	
Remarque	Un projet pourrait être réalisé sur mandat du SEN (pistes de réflexions cf. annexe 7).	

⁸⁴ Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique (RSJU 441.221), Directives concernant les bibliothèques publiques (RSJU 441.221.1), Directives concernant les bibliothèques scolaires (RSJU 441.221.2), modifications des textes s'y référant (Loi scolaire, etc.).

5.3.16 Plan directeur des bibliothèques jurassiennes

Titre du projet	Plan directeur des bibliothèques jurassiennes	Fiche 16
Objectif	Définir un cadre cohérent pour permettre aux autorités cantonales et communales de prendre des décisions en conciliant les intérêts spécifiques de chaque bibliothèque avec l'intérêt général d'un système documentaire.	
Identification des besoins	Demande récurrente des professionnels qui se plaignent de l'absence de politique globale des bibliothèques sur le plan cantonal.	
Avantages	<p>Un plan directeur clarifie les besoins des bibliothèques jurassiennes en matière de ressources financières et humaines.</p> <p>Il consolide les axes de développement communs au réseau de bibliothèques.</p> <p>Il garantit le lien avec les autorités administratives.</p> <p>Il régule et ajuste le montant des subventions cantonales.</p> <p>Il renforce la position des bibliothèques dans leur rôle de médiateur et de partenaire culturel.</p>	
Perspectives de développement	<p>Mise à jour périodique (législature).</p> <p>Soumission du plan à une expertise extérieure.</p>	
Obstacle	Contraintes dans sa mise en application liées à la multiplicité des acteurs et à la situation précaire des finances publiques.	
Impacts	<p>Effets positifs d'une politique concertée sur le fonctionnement global du réseau.</p> <p>Perception améliorée de la réalité des bibliothèques par les autorités de tutelle.</p> <p>Accès améliorés et harmonisés à l'offre documentaire des collections jurassiennes pour le citoyen.</p>	
Mandant	Département de la Formation, de la Culture et des Sports.	
Mandataires	Le bibliothécaire cantonal en collaboration avec la Commission de coordination des bibliothèques.	
Partenaires	Toutes les institutions actives dans le domaine de l'information documentaire et présentes sur le territoire jurassien.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rédaction par le bibliothécaire cantonal. 2. Consultation et adoption par la Commission. 3. Soumission et adoption par DFCS. 4. Mise en place. 	
Ressources	Pourcentage du temps de travail du bibliothécaire cantonal et jetons de présence.	
Remarque	Il est prévu d'intégrer ce projet dans le cahier des charges du futur bibliothécaire cantonal.	

5.3.17 Plate-forme *Bibliothèques animations* sur le site Juralecture

Titre du projet	Plate-forme <i>Bibliothèques animations</i> sur le site Juralecture ⁸⁵	Fiche 17
Objectifs	Créer un espace interactif <i>Bibliothèques animation</i> sur le site Juralecture dans le but d'informer les professionnels des projets, des animations et des actions spéciales réalisées dans les bibliothèques. Créer des synergies avec d'autres partenaires de Juralecture.	
Identification des besoins	Souhait des professionnels d'être régulièrement informés des animations dans les bibliothèques et d'avoir accès à la liste des expositions disponibles.	
Avantages	Stimulation des synergies. Partage des ressources (location ou création d'expositions, rencontres d'auteurs, etc.). Meilleure visibilité des activités en bibliothèque.	
Perspectives de développement	Intégration de la plate-forme au portail documentaire jurassien. Echanges d'expositions avec d'autres partenaires (associations, écoles, etc.).	
Obstacle	Difficulté d'assurer le suivi dans la mise à jour.	
Impacts	Décloisonnement d'actions internes. Promotion des actions menées dans la bibliothèque. Circulation de l'information.	
Mandant	Commission de coordination des bibliothèques.	
Mandataires	Bibliothèque cantonale jurassienne et la chargée de mission pour la promotion de la lecture (administratrice de Juralecture).	
Partenaires	Les bibliothèques intéressées.	
Mise en œuvre	1. Créer un groupe de travail pour définir le contenu en concertation avec l'administratrice du site. 2. Désigner un responsable. 3. Inviter les institutions à devenir partenaires du projet. 4. Solliciter les personnes responsables des animations et établir les modalités de participation. 5. Faire le contrôle du suivi par le responsable.	
Ressources	Temps de travail des bibliothécaires des institutions partenaires. Temps de travail de l'administratrice du site.	
Remarque	Dans l'idéal, il faudrait que les partenaires puissent assurer la mise à jour directement en ligne.	

⁸⁵ <http://www.juralecture.ch/> (site consulté le 25 août 2007).

5.3.18 Prêt entre bibliothèques jurassiennes

Titre du projet	Prêt entre bibliothèques jurassiennes	Fiche 18
Objectif	Simplifier et faciliter l'accès aux documents des institutions jurassiennes à la population jurassienne.	
Identification des besoins	Souhait des utilisateurs et des professionnels d'avoir un accès facilité aux documents des collections jurassiennes.	
Avantage	Libre circulation des documents entre les bibliothèques jurassiennes.	
Perspective de développement	La possibilité d'emprunter un document d'une bibliothèque du canton et le rendre dans n'importe quelle autre bibliothèque faisant partie du réseau.	
Obstacle	Le prêt payant.	
Impacts	Accès facilité aux documents. Meilleure visibilité des bibliothèques.	
Mandant	Commission de coordination des bibliothèques.	
Mandataire	Bibliothèque cantonale jurassienne.	
Partenaires	Toutes les bibliothèques du territoire cantonal.	
Mise en œuvre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cibler et déterminer les bibliothèques partenaires. 2. Consolider les deux pôles de gestion (demandes et retraits) de Porrentruy (BiCJ) et Delémont (SIC). 3. Etablir une convention de partenariat entre toutes les bibliothèques. 4. Définir la marche à suivre la plus efficace possible (logistique, modalités, tarifs, etc.). 5. Déterminer le système de circulation des documents (Economat cantonal, Bibliobus, La Poste, etc.). 6. Définir un lieu de retrait par district au moins. 	
Ressources	Ressources humaines des bibliothèques. Achat de matériel (caisses par institutions partenaires). Coût de transport.	
Remarque	—	

6 MISE EN ŒUVRE

Notre travail se veut un outil qui incite à l'action. La décision de mettre en œuvre les différents projets ne nous appartient pas. Notre rôle s'arrête ici. Nous espérons que la Commission de coordination des bibliothèques qui, dès le début, a soutenu et appuyé notre démarche, y trouvera des pistes de réflexion et d'action. Nous avons tenté de développer les propositions pour rendre le processus de réalisation le plus concret possible.

Avant toute chose, il faut savoir que la collaboration demande du temps avant d'en gagner. La mise en œuvre nécessitera donc un engagement important et un investissement en temps conséquent. Les bénéfices seront considérables car toutes les propositions vont dans le sens d'une meilleure organisation, d'une plus grande collaboration et d'une mise en commun des compétences au service des utilisateurs et des professionnels.

Pour faciliter la tâche de la Commission, nous nous permettons de donner notre avis sur la manière d'appréhender les fiches de projets. De façon globale, il faut resituer chaque mesure dans le système et réfléchir à son intégration dans la mécanique institutionnelle du canton du Jura. Dans plusieurs cas, la réalisation d'une proposition en annule d'autres. Pour le développement de certains projets, il est indispensable de s'appuyer sur la législation ou de s'allier à des partenaires extérieurs.

Marche à suivre :

1. Lecture et analyse des fiches
2. Confrontation des idées et prise de position
3. Validation et éventuelles adaptations des projets à l'évolution des situations
4. Etablissement des priorités
5. Confirmation et détermination des niveaux de responsabilité du mandant, des mandataires et des partenaires
6. Soumission éventuelle à d'autres organes compétents
7. Mise en œuvre ou transmission au mandant

Nous pensons que la Commission est l'organe compétent pour donner l'impulsion de départ, en transmettant les projets au mandant qui en assume la responsabilité et donne le feu vert pour sa mise en application. Il peut s'agir du Gouvernement, d'un département, d'un service ou de la Commission elle-même. Le mandataire met en œuvre et réalise le projet avec l'aide de partenaires. Afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble des mandants et mandataires, la Commission peut consulter la feuille de route pour la mise en œuvre des projets (annexe 8).

Si l'élan provoqué par notre réflexion aboutit à des réalisations concrètes, nous sommes convaincues que les bibliothèques et bibliothécaires jurassiens en retireront des avantages. Nous pensons également que cette impulsion permettra à la Commission de poursuivre la réflexion vers de nouveaux objectifs.

7 CONCLUSION

L'idée de réaliser un travail collectif sur les bibliothèques jurassiennes s'est imposée progressivement. Elle s'est précisée au fil des mois, renforcée par les cours de formation continue et l'envie de partage. Nos différences de personnalité, de parcours et d'expérience ont été propices à la réflexion et à l'émergence de propositions adaptées à la réalité des bibliothèques de notre canton. L'initiative de développer des projets collaboratifs par une expérimentation de travail en groupe prend ici tout son sens.

Dès les débuts, nous avons compris que la crédibilité de nos propos sur la collaboration entre les bibliothèques jurassiennes dépendait de leur reconnaissance au niveau cantonal, raison pour laquelle nous avons pris contact avec la Commission de coordination des bibliothèques. Notre requête a été très bien accueillie et la Commission nous a tout de suite apporté son soutien, d'une part en reconnaissant l'intérêt de notre travail et, d'autre part, en officialisant notre démarche auprès des personnes que nous allions contacter en vue des entretiens. L'accueil favorable et la confiance que la Commission nous a témoignés ont été pour nous une source de motivation permanente tout au long de la réalisation de ce travail.

Les personnes que nous avons interrogées ont aussi joué un rôle fondamental dans notre démarche. Ces échanges ont contribué à élargir nos connaissances du monde des bibliothèques jurassiennes. Nous avons mesuré combien il était enrichissant de rencontrer l'autre sur son lieu de travail pour comprendre sa réalité, ses difficultés, sa perception des choses.

A trois, nous avons travaillé en étroite collaboration, que ce soit dans l'échange d'informations, dans le partage des tâches ou dans la confrontation des textes rédigés individuellement. Nous avons vécu en petit groupe ce que nous aimerions faire vivre aux bibliothèques jurassiennes. Echanges, partages, complicités : les synergies ont eu lieu et nous sommes convaincues qu'il fallait être plusieurs pour mener une réflexion globale sur l'ensemble du système des bibliothèques jurassiennes. La tâche n'a pas été facile, puisque tout devait être repensé avec un esprit nouveau, en laissant de côté les vieux réflexes professionnels et les a priori. Parfois nos certitudes ont été bousculées et abandonnées, comme l'idée de rapprochement des bibliothèques avec d'autres institutions culturelles. Parfois, elles ont dû être reconsidérées entièrement et finalement retenues, comme le concept de gratuité pour tous.

Allier formation, travail et famille n'a pas été de tout repos et il a fallu nous organiser en conséquence. Avec quelques adaptations inévitables, l'expérience s'est révélée passionnante. Nous avons la volonté de mener à son terme un même projet et nous y sommes parvenues. Les objectifs principaux sont atteints et les propositions sont prêtes à être livrées à la Commission de coordination des bibliothèques.

Tout compte fait, nous sommes conscientes que la plupart de nos propositions ne sont pas révolutionnaires et restent modestes. Il nous paraissait cependant essentiel de remettre sur le métier des idées encore non réalisées dans notre canton, avant de faire des propositions de projets plus novateurs et ambitieux. Sans cesse, nous avons gardé en tête la faisabilité de nos propositions. Nous avons été inspirées par la situation valaisanne à plusieurs reprises. De tradition rurale, catholique, non universitaire, le Jura

et le Valais se reconnaissent de nombreuses similitudes d'ordre politique, culturel, économique ou structurel. De plus, les bibliothèques valaisannes connaissent depuis plusieurs années un essor considérable en raison d'une politique de coordination centralisée fédérant l'ensemble du réseau.

En tant que bibliothécaires de terrain, nous donnons une grande importance à notre rôle de médiation entre le public et la masse documentaire qu'il faut gérer, trier et retransmettre. Arrivées au terme de ce travail, osons anticiper l'avenir et rêvons d'un espace bibliothéconomique jurassien unifié où les savoirs seraient partagés !

« Tout bouge autour de nous et nos seules limites sont les limites de notre imagination, de notre créativité, voire de nos idéaux. Pour garantir la pérennité des bibliothèques, nous devons apprendre à nous montrer plus [collaboratifs] ! » (Mcadam, 2003, p. 5)⁸⁶.

⁸⁶ Mcadam, Daisy (2003) : Marketing et Lobby : même combat ? De l'action locale au débat international autour du SMSI Genève <http://www.ifla.org/IV/ifla69/papers/062f-McAdam.pdf> (site consulté le 28 août 2007).

8 BIBLIOGRAPHIE

Monographies

Fédération internationale des associations de bibliothécaires et de bibliothèques. Section des bibliothèques publiques (2002) : Les services de la bibliothèque publique : principes directeurs de l'IFLA/UNESCO. Paris. Association des bibliothécaires français.

Harvatopoulos, Yannis ; Livian, Yves-Frédéric ; Sarnin, Philippe (1989) : L'art de l'enquête : guide pratique. Paris. Eyrolles.

Manuel pour un lobby des bibliothèques suisse (2000). Berne. Association des bibliothèques et des bibliothécaires suisses.

Normes pour les bibliothèques de lecture publique (1995). Soleure. Communauté de travail des bibliothèques suisses de lecture publique.

Rapports

Hayoz, Chantal (1982) : Bibliothèques et lecture publique dans le canton du Jura. Porrentruy. Office du patrimoine historique.

Plan départemental de développement de la lecture publique [en] Loire-Atlantique (2007). Carquefou. Bibliothèque départementale de Loire-Atlantique.

Plan directeur des bibliothèques du canton du Valais (2007). Sion. Canton du Valais. Département de l'éducation, de la culture et du sport.

Siebenthal, Claude von (2001) : Les bibliothèques jurassiennes en l'an 2000 : situation, points forts, problèmes et besoins. Porrentruy. Office du patrimoine historique.

Siebenthal, Claude von (1999) : Les bibliothèques placées sous l'autorité de l'Etat gérées par des non-professionnels : situation, problèmes et besoins. Porrentruy. Office du patrimoine historique.

Stadelmann, Claude (1971) : Rapport sur une enquête dans les bibliothèques scolaires et populaires du Jura. Berne. Librairie de l'Etat.

Articles

Accart, Jean-Philippe (2007) : Le Guichet virtuel sur la Suisse : valoriser les compétences et les ressources. Arbido, n°2, pp. 61-63.

Cordonier, Jacques et Nicollerat, Evelyne (2002) : Lobby pour les bibliothèques en Valais : penser réseau à l'échelle d'un canton ! Arbido, n°4, pp. 11-12.

Maisonneuve, Marc (2007) : Bâtir un portail de bibliothèque ou de centre de documentation, un morceau de bravoure ? Documentaliste – Sciences de l'information, vol. 44, n° 3, pp. 243-247.

McAdam, Daisy (2003) : Marketing et Lobby : même combat ? : de l'action locale au débat international autour du SMSI Genève. In : International Federation of Library Associations and Institutions. *IFLANET*, [En ligne].

<http://www.ifla.org/IV/ifla69/papers/062f-McAdam.pdf> (site consulté le 28 août 2007).

Législation

République et Canton du Jura (1987) : Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique du 27 octobre 1987. In : Recueil systématique du droit jurassien, 441.221.

République et Canton du Jura (1987) : Directives concernant les bibliothèques publiques du 27 octobre 1987. In : Recueil systématique du droit jurassien, 441.221.1.

République et Canton du Jura (1987) : Directives concernant les bibliothèques scolaires du 27 octobre 1987. In : Recueil systématique du droit jurassien, 441.221.2.

ANNEXES

Annexe 1. Liste des trente-six personnes rencontrées lors des entretiens

1. Cédric Béguin, directeur de l'Ecole de culture générale, Delémont
2. Pierre-Alain Berret, chef du Service de l'information et de la communication et porte-parole du Gouvernement, Delémont
3. Alain Beuchat, responsable de la section enseignement du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire (SEN), Delémont
4. Chantal Boil, bibliothécaire à la Bibliothèque des jeunes, Porrentruy
5. Damien Bregnard, archiviste aux Archives de l'ancien Evêché de Bâle, Porrentruy
6. Nicole Brosy, libraire à la librairie Page d'Encre, Delémont
7. Nicolas Burkhardt, bibliothécaire au Bibliobus de l'Université populaire jurassienne, Delémont
8. Chantal Calpe Hayoz, bibliothécaire à la HEP-BEJUNE, Bienne
9. Patricia Cattin, conseillère communale en charge de la culture, Delémont
10. Jean-Rémy Chalverat, documentaliste au Service de l'information et de la communication, Delémont
11. Joseph Chalverat, conservateur au Musée jurassien des sciences naturelles, Porrentruy
12. Marcel Desvoignes, enseignant responsable de la bibliothèque scolaire de l'Ecole professionnelle artisanale, Delémont
13. Jean Detrey, archéologue à la Section d'archéologie et paléontologie, Porrentruy
14. Véronique Erard, responsable des bibliothèques de l'Ecole des métiers de la santé et du social et de la Haute école de santé Arc, Delémont
15. Valérie Froté, responsable à la Médiathèque de l'Ecole de culture générale, Delémont
16. Chrystel Gerber-Voisard, responsable de la Médiathèque de l'Ecole de commerce, Delémont
17. Benoît Girard, bibliothécaire cantonal et directeur de la Bibliothèque cantonale jurassienne, Porrentruy
18. Julie Greub, vice-directrice de la Bibliothèque de la Ville, Bienne
19. Jean-Claude Guerdat, directeur du Bibliobus de l'Université populaire jurassienne et président de l'Association jurassienne de bibliothécaires, Delémont
20. Michel Hauser, chef de l'Office de la culture, Porrentruy
21. Wolfgang A. Hug, responsable de la paléontologie A16, Porrentruy
22. Jacques-André Humair, directeur de la Bibliothèque de la Ville, La Chaux-de-Fonds
23. Maxime Jeanbourquin, député et enseignant responsable de la bibliothèque scolaire des écoles primaire et secondaire, Saignelégier
24. Isabelle Jolidon-Fleury, assistante sociale et bibliothécaire, Porrentruy
25. Danielle Marcotte, chargée de mission pour la promotion de la lecture, Delémont
26. Romain Migy, responsable de la Bibliothèque de la Ville, Delémont
27. François Noirjean, archiviste responsable des Archives cantonales jurassiennes, Porrentruy
28. Danielle Paratte Steiger, responsable de la Bibliothèque communale et scolaire, Le Noirmont
29. Virginie Picardat, responsable de la Médiathèque de la HEP-BEJUNE, Porrentruy
30. Isabelle Probst, responsable de la Médiathèque du Lycée cantonal, Porrentruy
31. Bernard Prongué, ancien chef de l'Office du patrimoine historique, Porrentruy
32. Claude Rebetez, conseiller communal en charge de la culture, Porrentruy
33. René Schenk, responsable de la Bibliothèque municipale, Porrentruy
34. François Schifferdecker, archéologue cantonal, Porrentruy
35. Geneviève Stadelmann, responsable de la Bibliothèque des jeunes, Delémont
36. Jean Theurillat, responsable de la division technique du Centre jurassien d'enseignement et de formation, Ecole des métiers et Ecole supérieure technique, Porrentruy

Annexe 2. Grille d'analyse pour le dépouillement des entretiens

1 Politique générale

- 1.1 Financement / subventions
- 1.2 Rôle du bibliothécaire cantonal
- 1.3 Législation
- 1.4 Collaboration professionnelle
- 1.5 Collaboration institutionnelle
- 1.6 Collaboration hors frontières cantonales (BEJUNE, interjurassienne)
- 1.7 Partenariat culturel
- 1.8 Statistiques
- 1.9 Communication / Visibilité au niveau des autorités politiques, des médias et du public
- 1.10 Commission de coordination des bibliothèques

2 Accès à l'information et services à l'utilisateur

- 2.1 Accueil
- 2.2 Gratuité
- 2.3 Horaire
- 2.4 Libre circulation des lecteurs, du livre et de l'information
- 2.5 Lieu et espace de formation
- 2.6 Formation des utilisateurs
- 2.7 Outils de veille
- 2.8 Réseau
- 2.9 Numérisation

3 Promotion de la lecture et action culturelle

- 3.1 Animation à la bibliothèque
- 3.2 Actions « hors les murs »
- 3.3 Promotion de la lecture

4 Formation

5 Bibliothèque et école

- 5.1 Ecoles primaires et secondaires
- 5.2 Ecoles moyennes, supérieures et spécialisées
- 5.3 Relations entre les bibliothèques publiques et les écoles

Annexe 3. Typologie des bibliothèques du canton du Jura : état 2006⁸⁷

Ne sont pas incluses les bibliothèques des écoles obligatoires ainsi que celles des services de l'Administration cantonale, non gérées par des professionnels.

Institutions	Nombre de postes	Nombre de personnes	Nombre d'apprenants	Budget d'acquisition	Usagers actifs	Nombre de prêts
Bibliothèques publiques						
Bibliobus jurassien ⁸⁸	5.6	7	0	68'000.-	4'491 ⁸⁹	168'069
Bibliothèque aux mille et un livres Bassecourt	0.1	1	0	4'500.-	202	5'553
Bibliothèque cantonale jurassienne	2.4	3	1	48'000.-	722	5'698
Bibliothèque communale et scolaire du Noirmont	0.2	1	0	5'000.-	444	7'132
Bibliothèque de la Ville Delémont	2.5	4	2	60'000.-	2'863	64'414
Bibliothèque des jeunes Delémont	3	3	1	34'000.-	2'144	96'609
Bibliothèque des jeunes Porrentruy	1	2	0	8'000.-	600	37'292
Bibliothèque municipale Porrentruy	1	1	0	22'000.-	530	17'404
Bibliothèques des écoles moyennes et supérieures						
Bibliothèque de l'Ecole des métiers de la santé et du social	0.5	1	0	6'000.-	env. 350	env. 990
Bibliothèque de l'Ecole professionnelle artisanale Delémont	0.1 ⁹⁰	1	0	5'000.-	---	---
Médiathèque de l'Ecole de culture générale Delémont	0.4	1	0	6'500.-	370	1'502
Médiathèque de l'Ecole de commerce Delémont ⁹¹	0.5	1	0	5'000.-	423	1'684
Médiathèque du Lycée cantonal Porrentruy	1	2	1	9'000.-	env. 600	8'133
Bibliothèques et services spécialisés						
Bibliothèque de la Haute école de santé Arc Delémont	0.4	1 ⁹²	0	6'000.-	98	594
Médiathèque de la Haute école pédagogique Porrentruy	3 ⁹³	5	0	48'000.-	env. 500	22'639
Bibliothèque d'archéologie Porrentruy	0.4	1	0	4'500.-	env. 100	Bibliothèques de travail
Bibliothèque de paléontologie Porrentruy	0.1	1	0	3'500.-	env. 50	
Bibliothèque des tribunaux Porrentruy	0.4	1 ⁹⁴	0	36'878.-	75	
Centre de documentation du Service de l'information et de la communication Delémont	1	1	1	17'000.-	564	3'000
Total	23.6	38	6	396'878.-	15'126	440'713

⁸⁷ En l'absence de statistiques annuelles récoltées pour 2006, les données sont extraites des rapports annuels des bibliothèques ou ont été directement communiquées par les institutions.

⁸⁸ Institution bi-cantonale Jura et Jura bernois.

⁸⁹ Lecteurs du Bibliobus dans le canton du Jura (Jura et Jura bernois = 5'586 lecteurs = 207'600 prêts).

⁹⁰ Gérée par un enseignant.

⁹¹ Dessert également l'Ecole professionnelle commerciale Delémont.

⁹² La même personne travaille également à la Bibliothèque de l'Ecole des métiers de la santé et du social.

⁹³ + 150% de techniciens.

⁹⁴ La même personne travaille également à la BiCJ.

Annexe 4. Eléments d'un cahier des charges du bibliothécaire cantonal

En qualité de directeur de la Bibliothèque cantonale jurassienne⁹⁵ :

Il assure les missions de la BiCJ selon l'art. 9, alinéa 14 de l'Ordonnance (RSJU 441.221).

Il élabore et détermine la politique documentaire.

Il élabore et met en œuvre la mise en valeur des collections.

Il décide des prestations à mettre à disposition des usagers.

Il assure la préservation du patrimoine intellectuel jurassien et décide des moyens techniques pour y parvenir.

Il effectue des travaux de recherches scientifiques en rapport avec les activités et les collections de la Bibliothèque cantonale.

Il représente le canton en matière de bibliothèque.

En qualité de responsable de la coordination du développement du réseau cantonal :

Il définit et propose au DFSC et en collaboration avec la Commission de coordination des bibliothèques, les lignes directrices de la politique cantonale en matière de bibliothèque et de promotion de la lecture.

Il rédige un plan directeur des bibliothèques, veille à son application et assure sa mise à jour.

Il assume le rôle de personne ressource pour la promotion du livre et de la lecture.

Il assure un pôle de conseil et de formation pour les nouvelles technologies.

⁹⁵ Eléments inspirés de modèles de cahiers des charges valaisans.

Annexe 5. Calcul des coûts de cotisation à RERO et au RBNJ

Calculs pour le projet 11

Le canton du Jura paie une contribution forfaitaire de base de CHF 11'811.- (CHF 0.10 par habitant + étudiants HES).

1. Cotisations RERO

Le calcul se fait en additionnant le 6,7 % du budget d'acquisition et CHF 875.- par login.

	Budget d'acquisition	Cotisations	Login	Coûts logins	Total
BVD et BJD	CHF 96'000.-	CHF 6'432.-	11	CHF 9'625.-	CHF 16'057.-
BMP et BJP	CHF 35'000.-	CHF 2'345.-	3	CHF 2'625.-	CHF 4'970.-
BUS	CHF 68'000.-	CHF 4'556.-	8	CHF 7'000.-	CHF 11'556.-

2. Cotisations RBNJ

La clé de répartition se calcule en additionnant les 60% du pourcentage du personnel et 40% du pourcentage du budget d'acquisition et du nombre total des postes de travail fixes.

Calcul de la clé de répartition :

Budget des acquisitions RBNJ pour 2008 : CHF 1'947'107.- (CHF 2'146'107.-)⁹⁶ et postes de travail : 73,47 postes (86,47).

	Budget d'acquisition	Pourcentage (40%)	Personnel	Pourcentage (60%)	Clé (60% personnel + 40% budget d'acquisition)
BVD et BJD	CHF 96'000.-	4,9 (4,5)	5,5 postes	7,5 (6,4)	6,46 (5,64)
BMP et BJP	CHF 35'000.-	1,8 (1,6)	2 postes	2,7 (2,3)	2,34 (2,02)
BUS	CHF 68'000.-	3,5 (3,2)	5,5 postes	7,5 (6,4)	5,9 (5,12)

Calcul des cotisations

Budget RBNJ : CHF 228'500.-

	Cotisations (budget RBNJ multiplié par la clé divisé par 100)	Supplément (50% colonne précédente)	Total
BVD et BJD	CHF 14'760.- (12'888.-)	CHF 7'380.- (6'444.-)	CHF 22'141.- (19'332.-)
BMP et BJP	CHF 5'346.- (4'616.-)	CHF 2'673.- (2'308.-)	CHF 8'019.- (6'923.-)
BUS	CHF 13'480.- (11'700.-)	CHF 6'740.- (5'850.-)	CHF 20'220.- (17'550.-)

N.B. Les calculs sont basés sur le budget RBNJ et le nombre de postes fixes 2008.

Les sommes ont été arrondies au franc.

3. Total des cotisations

	RERO	RBNJ	Total
BVD et BJD	CHF 16'057.-	CHF 22'141.- (19'332.-)	CHF 38'198.- (35'389.-)
BMP et BJP	CHF 4'970.-	CHF 8'019.- (6'923.-)	CHF 12'989.- (11'893.-)
BUS	CHF 11'556.-	CHF 20'220.- (17'550.-)	CHF 31'776.- (29'106.-)
	CHF 32'583.-	CHF 50'380.- (43'805.-)	CHF 82'963.- (76'388.-)

⁹⁶ Entre parenthèses, on peut lire l'estimation faite en incluant dans les décomptes du RBNJ les budgets d'acquisition et les postes fixes des bibliothèques jurassiennes de lecture publique. Pour être exact et calculer au plus juste la clé de répartition, il faudrait savoir si l'entrée de ces bibliothèques occasionnerait des frais supplémentaires au budget du RBNJ.

Annexe 6. Conditions pour entrer dans le réseau BibliOpass

Pour entrer dans le réseau BibliOpass :

- La bibliothèque doit être informatisée.
- Les numéros du code à barres ne doivent pas être déjà utilisés par une autre bibliothèque ou un autre réseau affilié.
- La bibliothèque affiliée doit accepter les cartes émises par le réseau BibliOpass (p. ex. : paramétrage d'une catégorie de lecteur BibliOpass).

L'adhésion au BibliOpass est gratuite.

Le label BibliOpass est téléchargeable sur le site. Il n'est pas obligatoire sur la carte. La lettre de demande d'adhésion doit être signée. Les cartes actuelles peuvent être conservées.

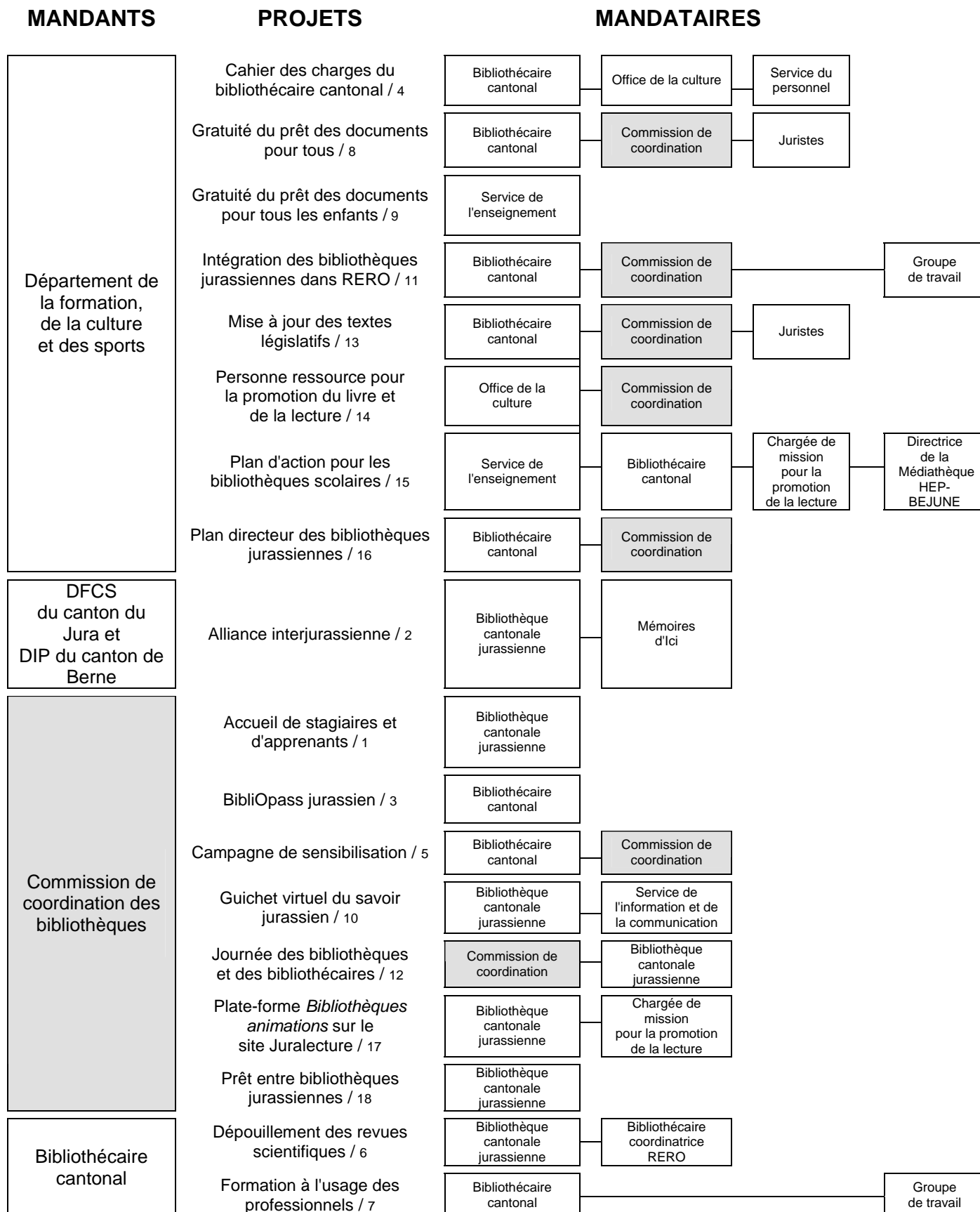
En principe, les bibliothèques du BibliOpass font partie d'un réseau mais l'intégration individuelle d'une institution au BibliOpass est possible.

Annexe 7. Pistes pour un plan d'action des bibliothèques scolaires

Pistes de réflexions pour l'élaboration du plan d'action :

- Définir une politique générale pour les bibliothèques scolaires : mission, implantation, organisation (attribution des heures de décharge, formation des enseignants, etc.), gestion (budget de fonctionnement, politique documentaire, catalogue, logiciel), services à l'utilisateur (horaire, initiation et aide à la recherche, animations, etc.).
- Réfléchir à l'engagement d'un bibliothécaire itinérant pour accompagner le travail sur le terrain.
- Créer des synergies entre la chargée de mission à la promotion de la lecture et les enseignants bibliothécaires.
- Redéfinir les rôles et les missions de la médiathèque de la HEP-BEJUNE dans les écoles et dans le circuit des bibliothèques scolaires (formation des enseignants, présence et actions dans les écoles, etc.).
- Redéfinir les rôles et les missions de la bibliothèque de proximité qui fonctionne comme bibliothèque scolaire (offre documentaire, aide à la recherche, conseils de lecture, animations et visites de classes, subventions, etc.).
- Etablir une convention avec les bibliothèques partenaires.
- Réfléchir comment associer les classes à la vie de la bibliothèque (heures d'étude à la bibliothèque, heures de lecture, espace de découvertes, etc.).
- Adapter la législation en conséquence.

Annexe 8. Feuille de route pour la mise en œuvre des projets



Annexe 9. Liste des abréviations

AID	Assistant en information documentaire
AJB	Association jurassienne de bibliothécaires
BEJUNE	Cantons de Berne francophone, du Jura et de Neuchâtel
BiCJ	Bibliothèque cantonale jurassienne, Porrentruy
BJD	Bibliothèque des jeunes, Delémont
BJP	Bibliothèque des jeunes, Porrentruy
BMP	Bibliothèque municipale, Porrentruy
BUS	Bibliobus de l'Université populaire jurassienne, Delémont
BVD	Bibliothèque de la Ville, Delémont
CEJEF	Centre jurassien d'enseignement et de formation, Delémont et Porrentruy
CHVK	Catalogue virtuel suisse (<i>Schweizer virtueller Katalog</i>)
CLP	Communauté des bibliothèques suisses de lecture publique
CMP	Centre médico-psychologique, Delémont
DFCS	Département de la Formation, de la Culture et des Sports
DIP	Direction de l'instruction publique
ECD	Ecole de commerce, Delémont
ECG	Ecole de culture générale, Delémont
EHMP	Ecole d'horlogerie et de microtechnique, Porrentruy
EMS2	Ecole des métiers de la santé et du social, Delémont
EPN	Office des eaux et de la protection de la nature, Saint-Ursanne
HEP	Haute école pédagogique
HEP-BEJUNE	Haute école pédagogique des cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (Bienne, La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Porrentruy)
HES	Haute école spécialisée
IFLA	Fédération internationale des associations de bibliothèques (<i>International Federation of Library Associations and Institutions</i>)
LCP	Lycée cantonal et école supérieure de commerce, Porrentruy
OCC	Office de la culture, Porrentruy
PEB	Prêt entre bibliothèques
RBNJ	Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes
RERO	Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale
RFID	Identification par radiofréquence (<i>Radio Frequency Identification</i>)
RSJU	Recueil systématique du droit jurassien
SAP	Section d'archéologie et paléontologie, Porrentruy
SEN	Service de l'enseignement, Delémont
SIC	Service de l'information et de la communication, Delémont
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture